

L'AVÉRITÉ

laverite.ma



DOCTRINE MONROE 2.0

Le retour visible des
logiques impériales

Longtemps reléguée aux manuels d'histoire, la doctrine Monroe s'invite à nouveau au cœur de l'actualité mondiale. De Caracas à Téhéran, de l'Arctique aux routes numériques, les crises contemporaines révèlent une réalité de plus en plus difficile à masquer. Les grandes puissances redessinent leurs zones d'influence, tandis que le discours d'un ordre international fondé sur des règles universelles peine à résister à la logique du rapport de force.

Derrière les règles, la force



Par Sanae El Amrani

LE MONDE n'a jamais été pacifié. Il a seulement appris, pendant un temps, à se raconter autrement. Derrière les discours sur la coopération, le multilatéralisme et l'ordre fondé sur des règles, les rapports de force n'ont jamais disparu. Ils se sont dissimulés, habillés de procédures, de normes et d'un langage juridique destiné à rendre la domination plus acceptable. Aujourd'hui, ce décor se fissure. Non pas parce que la puissance serait de retour, mais parce qu'elle n'éprouve plus le besoin de se cacher.

Ce que nous observons depuis Caracas jusqu'à Téhéran, de l'Arctique aux infrastructures numériques, n'est pas une rupture historique. C'est la réactivation d'une vieille logique. Les puissances font ce qu'elles ont toujours fait : défendre leurs zones d'influence, sécuriser leurs intérêts vitaux, neutraliser les espaces qu'elles considèrent comme stratégiques. La nouveauté ne réside pas dans l'intention, mais dans les instruments. Les canonnières ont laissé place aux sanctions. Les protectorats aux dépendances économiques. Les occupations aux asphyxies financières. Le tout, sans complexe et sans véritable justification morale.

L'affaire vénézuélienne en est l'illustration la plus brutale. Elle montre jusqu'où une puissance peut aller lorsqu'elle se sait en position de force. Un tel geste n'est pas improvisé. Il repose sur une certitude : celle que le coût politique, juridique et diplomatique restera marginal. Ce n'est pas un accident de parcours, c'est un signal. Un message adressé au reste du monde : certaines souverainetés sont négociables, d'autres ne le sont pas.

En Iran, la confrontation emprunte un autre chemin, mais procède de la même logique. La pression ne passe pas par l'intervention directe, mais par l'économie, la monnaie, l'accès aux marchés. Lorsque la devise s'effondre, que l'inflation rend la vie quotidienne insou-

tenable et que les circuits de contournement se referment, la rue devient un champ de bataille politique. Là encore, la puissance agit sans chars ni drapeaux, mais avec une efficacité redoutable. La stabilité se joue désormais sur la capacité à tenir une économie autant que sur le contrôle des forces de sécurité.

Le Groenland rappelle, quant à lui, une évidence que l'on croyait dépassée : la géographie n'a jamais cessé de compter. Les routes maritimes, les minerais critiques, les dispositifs de surveillance redonnent à certains territoires une valeur stratégique immédiate. Que l'idée même d'une prise de contrôle puisse être évoquée publiquement dit beaucoup de l'époque. Les sensibilités diplomatiques pèsent moins que les impératifs de sécurité et de puissance.

À cette architecture visible s'ajoute un champ plus discret, mais décisif : celui du droit, de la finance et des normes technologiques. Le dollar, les sanctions extraterritoriales, les standards numériques, les règles de conformité façonnent désormais les rapports de force de manière durable. Celui qui fixe les règles structure les dépendances. Celui qui contrôle les infrastructures invisibles gouverne sans occuper. La bataille ne se joue plus seulement sur les territoires, mais sur les systèmes.

Le monde ne sombre pas dans le chaos. Il se réorganise. En blocs. En sphères d'influence. En hiérarchies de fait. Le droit international continue d'exister, mais son application dépend plus que jamais de la capacité à le faire respecter. Les règles ne disparaissent pas. Elles deviennent conditionnelles.

La leçon est brutale, mais claire. La souveraineté ne se proclame plus. Elle se défend par des leviers concrets : économiques, technologiques, financiers, stratégiques. Ceux qui disposent de ces instruments définissent les limites du possible. Les autres composent, s'adaptent ou subissent.

Ces logiques de puissance, profondément enracinées, ne relèvent ni de l'exception ni de la surprise. Elles structurent durablement le paysage international actuel. Un monde moins enveloppé de discours, mais plus exigeant pour ceux qui y évoluent sans marges de protection.

LAVERITÉ

26 ANS
ensemble

(contact@laverite.ma)

Directeur de la rédaction
et de la Publication

Sanae El Amrani

(s.elamrani@laverite.ma)

Fondateur

FEU ABDALLAH EL AMRANI

Rédacteur en chef

Hamza Abdelouaret

Rédaction

**Sanae El Amrani, Fayçal El Amrani,
Driss El Filali, Kenza El Mdaghri**

Reporters

Mohammed Taoufiq Bennani

(t.bennani@laverite.ma),

Yassine Andaloussi

Salima Serghini

Chroniqueurs

Jawad Kerdoudi, Taieb Jamaï,

Taieb Dekkar,

Infographiste

Mohammed Jibril

Assistante de direction

Fatiha Lakmad

(f.lakmad@laverite.ma)

Assistant de la rédaction

Noureddine Choukry

Abonnement Newsletter

www.laverite.ma

contact@laverite.ma

Tel: +212661310804

Photos

MAP

Impression

Ecoprint

Distribution

Sochepress

Technique et commercial
**96, Rue Alwahda, Mers Sultan,
Casablanca**

Tél.

05 22 47 22 86, 05 22 47 34 12

Télécopie/Fax

05 22 20 29 67

N° de la Commission Paritaire

H.F/040-06

Le commerce international a basculé dans une nouvelle ère, discrète mais décisive, avec l'entrée en vigueur du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne, effectif depuis le 1er janvier 2026, qui redéfinit en profondeur les conditions d'accès au marché européen. Désormais, la compétitivité ne se mesure plus seulement à la qualité, au prix ou à la performance logistique. Elle se joue aussi sur le terrain de l'empreinte carbone.

Pensé comme le prolongement naturel du marché carbone européen, le CBAM vise à aligner le coût environnemental des produits importés sur celui déjà supporté par les industriels européens soumis au système d'échange de quotas d'émissions. Derrière l'argument de concurrence équitable, Bruxelles assume une stratégie plus large, celle d'utiliser le commerce comme levier de diffusion de ses standards climatiques bien au-delà de ses frontières.

Dans sa phase actuelle, le mécanisme cible six secteurs considérés comme fortement émetteurs : l'acier, l'aluminium, le ciment, l'électricité, l'hydrogène et les engrais azotés. Les entreprises exportatrices doivent désormais déclarer précisément les émissions liées à leurs processus de production. Lorsque ces émissions dépassent les standards européens, elles sont tenues d'acquiescer des certificats carbone indexés sur le prix du CO₂ pratiqué au sein de l'Union, oscillant aujourd'hui entre 60 et 100 euros la tonne selon les périodes de marché. Pour le Maroc, l'enjeu est loin d'être abstrait. L'Union européenne demeure le premier partenaire commercial du Royaume. Plusieurs études économiques convergentes estiment que plus de 10 % des exportations marocaines pourraient être directement exposées à ce nouveau droit d'entrée climatique. En valeur, l'impact potentiel dépasse les 6 milliards de dirhams si aucune adaptation n'est engagée, au regard des flux commerciaux enregistrés en 2024 et 2025.

À court terme, toutefois, le choc reste mesuré. Dans plusieurs secteurs concernés, l'industrie marocaine dispose déjà d'atouts structurels, parfois sans les avoir initialement pensés comme des leviers de compétitivité climatique. La sidérurgie en est un exemple parlant. La production nationale repose largement sur le recyclage et sur une électricité de plus en plus décarbonée. Certains industriels produisent un acier à faible intensité carbone, mais n'exportent vers l'Europe qu'une part limitée de leurs volumes, le reste étant absorbé par le marché intérieur et les grands chantiers d'infrastructures.

Le même constat s'impose dans l'électricité et le ciment, où les investisse-

ments engagés dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ont réduit l'exposition immédiate au CBAM. La transformation progressive du mix énergétique national, portée par le solaire, l'éolien et l'hydraulique, joue ici un rôle d'amortisseur face au coût carbone des exportations industrielles. Le dossier des engrais azotés, longtemps identifié comme le principal point de vulnérabilité, a lui aussi évolué plus rapidement que prévu. Le groupe OCP a engagé une mutation industrielle profonde, fondée sur la décarbonation de ses sources d'énergie, le recours massif aux eaux non conventionnelles et le basculement progressif vers l'ammocian vert. Les premiers projets industriels structurants sont attendus à partir de 2027, inscrivant le Royaume dans une trajectoire de conformité anticipée avec les exigences européennes.

Dans l'hydrogène, le calendrier reste favorable aux producteurs. Aucune exportation significative vers l'Union européenne n'est attendue avant 2027. Les projets marocains, qu'ils soient portés par des acteurs nationaux ou internationaux, sont conçus dès l'origine sur une base renouvelable, intégrant le dessalement et l'électricité verte. Autrement dit, l'hydrogène marocain est appelé à entrer sur le marché européen déjà ali-

gné avec les contraintes du CBAM.

Le véritable tournant se dessine toutefois à moyen terme, entre 2027 et 2029. À cet horizon, le mécanisme européen devrait s'étendre à d'autres secteurs aujourd'hui exclus, notamment le textile, l'agroalimentaire et certains services liés à la logistique et au transport. C'est à ce stade que le risque devient plus systémique pour l'économie marocaine. Le textile, fortement orienté vers le marché européen, demeure engagé de manière inégale dans la décarbonation. Si certains industriels, notamment dans le nord du Royaume, ont intégré les exigences environnementales de leurs donneurs d'ordre européens, une large partie du tissu productif accuse encore un retard, en particulier sur la consommation énergétique, la traçabilité carbone et l'adoption de procédés propres. L'agroalimentaire pose un défi d'une autre nature, mais tout aussi stratégique. La question ne se limite pas aux unités de transformation, elle remonte jusqu'à l'amont agricole. L'usage des engrais, des pesticides, de l'eau et de l'énergie devient déterminant dans le calcul du contenu carbone final. Sans évolution des pratiques agricoles, une partie des exportations pourrait perdre en compétitivité, malgré leur positionnement qualitatif sur les marchés euro-

péens.

Même les plateformes logistiques sont concernées. Les grands hubs devront démontrer leur capacité à réduire l'empreinte carbone des flux qu'ils traitent. À ce titre, Tanger Med est directement interpellé. Avec plus de 8,6 millions de conteneurs traités annuellement, le port devra poursuivre l'alignement de ses opérations, de ses équipements et de ses chaînes de valeur sur les nouvelles exigences climatiques pour préserver son rôle de hub international.

Au-delà des chiffres, le CBAM agit comme un révélateur. Il distingue les économies capables d'anticiper la transition climatique de celles qui la subissent. Pour le Maroc, l'enjeu dépasse la simple question fiscale. Il s'agit de transformer une contrainte réglementaire en levier stratégique, de sécuriser durablement l'accès au marché européen et d'accélérer la montée en gamme de son appareil productif.

L'Europe, en durcissant ses règles, exporte son modèle économique et environnemental. À ceux qui sauront s'y adapter, elle garantit un accès pérenne à son marché. Aux autres, elle impose un coût croissant. Pour le Royaume, le véritable compte à rebours ne se joue pas en 2026, mais dans la décennie qui s'ouvre.



Taxe carbone européenne

Le Maroc face au test de la compétitivité climatique

Par Hamza Abdelouaret

Depuis quelques semaines, le paysage hydrique du Maroc a commencé à évoluer. La pluie est revenue, parfois violemment. La neige s'est installée sur les sommets de l'Atlas. Les oueds ont repris leur cours, les barrages ont respiré. Entre le 31 décembre et le 6 janvier, près de 540 millions de mètres cubes d'eau ont rejoint les retenues nationales. Le taux de remplissage global est passé de 39 % à près de 44 %. À Imouzzer Ida Outanane, 120 millimètres sont tombés en vingt-quatre heures. Dans les montagnes, plus d'un mètre de neige a été mesuré. Pour beaucoup d'agriculteurs, ces images relevaient presque de l'inattendu. Ce répit hydrique est réel. Il est mesurable. Il redonne de l'air à un pays qui sort de plusieurs années de tension hydrique sévère. Mais il serait trompeur d'y voir un basculement durable. Derrière l'amélioration nationale, la réalité demeure contrastée. Le Maroc ne fait pas face à un simple déficit d'eau. Il fait face à un déséquilibre hydrique.

Deux réalités, un même pays

Au nord, certains barrages frôlent aujourd'hui la saturation. Oued El Makhazine dépasse les 98 % de remplissage. D'autres ouvrages de la même façade affichent des niveaux confortables, bien au-delà de leurs moyennes récentes. À l'inverse, au centre du pays, la situation reste critique. Al Massira, pilier de l'approvisionnement du Grand Casablanca et de l'agriculture des plaines centrales, stagne autour de 5 %. Bin El Ouidane et Hassan Ier peinent à dépasser les 20 %. Ce contraste s'inscrit dans une géographie de l'eau ancienne et persistante. Près de la moitié des ressources hydriques du pays se concentre sur une portion limitée du territoire, tandis que la demande augmente ailleurs. Urbanisation rapide, croissance démographique, agriculture irriguée, industrie. Les usages progressent plus vite que la ressource et plus vite encore que la capacité à la redistribuer. La pluie tombe, mais elle ne tombe pas là où la pression est la plus forte. C'est là que la question de l'eau dépasse le seul registre climatique. Elle devient une question d'organisation territoriale et de choix collectifs.

Le piège de l'illusion climatique

Les scientifiques invitent à la retenue. Une séquence pluvieuse, même marquée, ne suffit pas à infléchir une tendance de fond. Depuis les années 1980, le Maroc est entré dans un régime climatique plus instable, alternant sécheresses prolongées et épisodes humides brefs mais intenses. Les cycles réguliers des décennies passées ne constituent



Le Maroc sous la pluie, l'eau sous tension

Par Fayçal El Amrani

plus une référence.

La sécheresse observée entre 2019 et 2024 a mis ce modèle sous tension extrême. Par sa durée d'abord, avec sept années successives de déficit, puis par son intensité, avec des reculs pluviométriques parfois supérieurs à 40 %. Longtemps préservée, l'eau potable elle-même a été fragilisée dans certaines régions à partir de 2022. Ce signal a marqué une rupture. Il a montré que les marges de sécurité s'étaient réduites. Les pluies de décembre et janvier n'ont donc pas refermé la parenthèse de la crise. Elles ont ouvert un intervalle. Un temps précieux, mais limité. Et comme souvent, l'enjeu n'est pas seulement météorologique. Il est stratégique.

Stocker quand il pleut, transférer quand il faut

C'est dans ce contexte que les choix opérés ces dernières années prennent toute leur cohérence. La construction de nouveaux barrages, régulièrement critiquée lorsque les niveaux sont bas, retrouve son sens dès que la ressource revient. Une année humide ne sert à rien si l'eau n'est pas interceptée. Le stockage n'est pas un dogme. C'est une condition de résilience.

Mais le stockage seul ne suffit plus. La solidarité hydraulique s'impose désormais comme un principe assumé. Le transfert d'eau entre bassins, long-

temps débattu, est devenu opérationnel. L'interconnexion entre le Sebou et le Bouregreg a permis de sécuriser l'approvisionnement de l'axe Rabat-Casablanca, où vivent près de 12 millions de personnes. Elle marque une évolution profonde dans la gestion de l'eau, désormais pensée à l'échelle nationale. D'autres transferts sont appelés à suivre, notamment vers le bassin de l'Oum Er-Rbia, dont les niveaux restent durablement fragiles. Même faiblement rempli, un grand barrage représente des volumes considérables mobilisables en période critique, à condition de disposer des infrastructures adéquates.

Dessalement et diversification, une nouvelle colonne vertébrale

Le second pilier de la stratégie nationale repose sur la diversification des sources. Le dessalement de l'eau de mer n'est plus un recours marginal. Il devient une composante centrale de l'alimentation en eau potable. Plusieurs centaines de millions de mètres cubes sont déjà produits chaque année. À l'horizon 2030, plus de la moitié de l'eau potable du pays devrait provenir de cette filière.

Cette transformation suppose des investissements lourds, des arbitrages énergétiques précis et une intégration fine dans les réseaux existants. Elle per-

met également d'alimenter, à moyen terme, des villes de l'intérieur via des adductions depuis le littoral. Marrakech, notamment, est appelée à recevoir une part significative de son eau depuis la côte.

En parallèle, la réutilisation des eaux usées traitées progresse, notamment pour les usages compatibles avec l'irrigation et les espaces verts. La collecte des eaux pluviales, longtemps reléguée au second plan dans les villes, revient également dans le débat. À chaque épisode pluvieux, des volumes importants ruissellent et se perdent en mer. Leur valorisation ne remplacera pas les grands ouvrages, mais elle peut renforcer la résilience locale et soulager certaines nappes surexploitées.

Gagner du temps ne suffit pas

Le Maroc entame l'année avec des indicateurs en amélioration, un enneigement encourageant et des perspectives agricoles mieux orientées. Mais la question de l'eau ne se résume plus à un déficit ponctuel. Elle s'inscrit dans la durée. Elle impose une gouvernance plus fine, des arbitrages clairs entre les usages, une réduction des pertes dans les réseaux, une maîtrise accrue de l'irrigation et une planification territoriale alignée sur la ressource réellement disponible.

La pluie a offert une respiration. Elle n'a pas réglé le problème. Le pays a gagné du temps. Reste à savoir s'il saura l'utiliser avant que le cycle sec ne reprenne ses droits.

Les 100 Africains qui imposent un nouveau standard de leadership

Ce classement n'est ni un exercice d'autocélébration ni une galerie de notoriété. Il fonctionne comme un thermomètre. Celui d'un continent où la crédibilité, la constance et la capacité d'impact deviennent des critères décisifs dans l'évaluation du leadership. En distinguant Les 100 Africains les plus réputés 2026, le Global Reputation Forum et Reputation Poll International mettent en lumière une réalité souvent sous-estimée : la réputation n'est plus un supplément d'image, elle est devenue un levier économique, politique et stratégique à part entière.

Par Kenza El Mdaghri



Dans un environnement mondial marqué par l'incertitude, la fragmentation géopolitique et la compétition accrue pour les investissements, la confiance fait désormais la différence. Elle conditionne les partenariats, oriente les flux financiers, stabilise les coopérations industrielles et crédibilise les trajectoires nationales. Ce palmarès s'inscrit précisément dans cette logique. Il ne mesure pas l'influence au bruit médiatique, mais à la cohérence entre les discours, les actes et les résultats.

Ce qui frappe d'emblée, c'est la diversité des profils retenus. Responsables publics, chefs d'entreprise, scientifiques, acteurs culturels, figures sportives, entrepreneurs sociaux : aucun secteur n'est érigé en vitrine exclusive. Ce pluralisme traduit une mutation silencieuse du leadership africain, moins vertical, plus transversal, où l'autorité repose sur la compétence, la responsabilité et la durée plutôt que sur le statut.

Le Maroc illustre particulièrement bien cette dynamique. Plusieurs figures y apparaissent comme des repères de crédibilité, chacune dans son registre. Ryad Mezzour est reconnu pour avoir porté une politique industrielle structurée, orientée vers la souveraineté productive, l'intégration locale et la montée en gamme

des filières. Dans le secteur privé, des dirigeants comme Moncef Belkhatat incarnent un entrepreneuriat engagé, capable de conjuguer performance économique et responsabilité sociale, dans un contexte où l'entreprise devient un acteur de stabilité autant qu'un moteur de croissance.

Mais le classement dépasse largement les sphères économiques et institutionnelles classiques. Le sport, longtemps cantonné au registre de la performance ou du spectacle, s'y impose désormais comme un espace de leadership à part entière. Walid Regragui en est l'illustration la plus emblématique. Son parcours à la tête de la sélection nationale a dépassé le cadre sportif pour devenir un cas d'école en matière de management, de construction collective et de projection internationale. Leadership calme, exigence de résultats, valorisation du collectif, ancrage identitaire assumé : autant de ressorts qui expliquent pourquoi son influence dépasse aujourd'hui largement les terrains de football.

À travers ces profils, le palmarès dessine une géographie du pouvoir plus subtile. L'influence ne se limite plus aux capitales politiques ou aux grands groupes multinationaux. Elle se déploie dans l'innovation médicale, la technologie, la transition écologique, la culture ou l'action sociale. Des chercheurs, des chirurgiens, des entrepreneurs du digital ou des acteurs de

l'environnement y sont reconnus non pour leur exposition médiatique, mais pour leur contribution mesurable à des transformations durables.

Cette reconnaissance s'inscrit aussi dans une lecture stratégique du soft power africain. Dans un monde où les récits pèsent autant que les chiffres, la réputation devient un instrument diplomatique. Elle façonne les perceptions, renforce l'attractivité des territoires et crédibilise les ambitions régionales. Être identifié comme un leader fiable, éthique et constant facilite l'accès aux marchés, rassure les investisseurs et renforce la capacité de négociation sur la scène internationale.

Le classement ne prétend pas figer une élite. Il capte un mouvement. Celui d'un continent où l'autorité se reconstruit autour de la compétence, de la responsabilité et de l'impact réel. Un continent où l'on attend moins des leaders qu'ils symbolisent le pouvoir, et davantage qu'ils en fassent un outil de transformation.

Au fond, Les 100 Africains qui inspirent le monde des affaires racontent moins une hiérarchie qu'une tendance lourde. Celle d'un leadership africain qui s'affirme sans slogans, sans posture, mais par la preuve. Un leadership qui ne cherche ni l'approbation automatique ni la reconnaissance décorative, mais qui impose, progressivement, ses propres standards de crédibilité, de performance et de confiance.



Le Maroc face à l'épreuve médiatique permanente

A mesure que le Maroc consolide sa place sur les scènes régionale et internationale, il se retrouve exposé à une pression médiatique permanente, où la polémique tend parfois à se substituer à l'analyse. Cette évolution n'est ni fortuite ni conjoncturelle. Elle traduit un changement de statut. Dans ce nouvel environnement, le Royaume semble avoir engagé une transformation silencieuse de sa posture stratégique, fondée non sur la réaction, mais sur l'anticipation, l'exemplarité et la maîtrise du temps long.

Une visibilité accrue révélatrice d'un basculement stratégique

Le Maroc n'évolue plus dans l'angle mort des dynamiques internationales. Qu'il s'agisse de sport, de diplomatie, d'infrastructures, de coopération Sud-Sud ou de choix économiques structu-



Par Yassine Andaloussi

rants, le Royaume est désormais perçu comme un acteur dont les décisions comptent et dont les performances sont scrutées. Cette visibilité accrue ne s'accompagne pas uniquement d'opportunités. Elle génère aussi une pression nouvelle, souvent diffuse, parfois explicite, où la moindre controverse peut être amplifiée bien au-delà de son périmètre initial.

Ce phénomène est caractéristique des États qui franchissent un seuil. Tant qu'un pays demeure perçu comme périphérique, ses erreurs sont tolérées, ses

succès relativisés, son image peu investie. Lorsqu'il commence à peser, la grille de lecture change. Les attentes augmentent, les standards se durcissent, et la critique devient plus insistante. Le Maroc semble aujourd'hui pleinement entré dans cette phase intermédiaire, celle où la reconnaissance n'est jamais acquise, mais constamment renégociée. Dans cet environnement, la polémique joue un rôle particulier. Elle ne vise pas toujours à établir une vérité factuelle, mais à fragiliser une trajectoire, à introduire le doute, à ralentir une dynamique perçue comme trop affirmée. Le soupçon devient un outil, la controverse un levier d'influence. Cette réalité impose une adaptation stratégique qui dépasse la simple communication.

La polémique comme instrument de pression symbolique

La nature des polémiques visant le Maroc révèle une mutation du champ

médiatique international. L'information ne se limite plus à la relation des faits. Elle s'inscrit dans un écosystème où s'entremêlent perception, émotion, interprétation et agendas multiples. Une accusation, même fragile, peut produire des effets durables si elle s'installe dans l'imaginaire collectif avant d'être déconstruite.

Dans ce contexte, la polémique fonctionne comme un instrument de pression symbolique. Elle ne cherche pas nécessairement à prouver, mais à installer un climat. Elle agit par accumulation, par répétition, par insinuation. Pour les États exposés, la difficulté réside moins dans la réfutation ponctuelle que dans l'érosion progressive de la crédibilité.

Le Maroc semble avoir intégré cette réalité. La réponse ne passe plus par la confrontation directe ou la surenchère verbale, mais par une réduction méthodique des vulnérabilités. L'accent mis sur la conformité aux normes, la rigueur procédurale et la traçabilité des décisions traduit une volonté claire de



déplacer le débat du terrain de l'intention supposée vers celui des faits vérifiables.

Cette stratégie n'élimine pas la polémique, mais elle en modifie la portée. Elle oblige les critiques à se heurter à une architecture institutionnelle plus solide, moins perméable à l'improvisation ou à l'erreur grossière. À terme, elle contribue à assécher le terrain sur lequel prospèrent les attaques les plus persistantes.

La conquête par l'exemplarité comme doctrine implicite

Parler de conquête dans un cadre institutionnel peut sembler paradoxal. Le terme, pourtant, décrit avec justesse le mouvement à l'œuvre. Il ne s'agit ni de domination ni d'affrontement, mais d'un processus d'occupation progressive des espaces de crédibilité, de compétence et de confiance. Une conquête non violente, silencieuse, cumulative. Cette approche repose sur un cadre mental précis. L'épreuve n'est pas vécue comme une menace existentielle, mais comme un passage obligé dans une trajectoire de montée en gamme. Chaque exposition internationale devient un test, chaque critique un indicateur, chaque controverse un révélateur. La logique n'est plus celle de l'évitement, mais de l'intégration maîtrisée du risque.

Dans cette perspective, l'exemplarité cesse d'être un idéal abstrait pour devenir un instrument stratégique. Être irréprochable n'est pas une posture

morale, c'est un choix rationnel dans un environnement où la moindre faille peut être exploitée. Plus les standards sont élevés, plus le coût de la polémique augmente pour ceux qui la produisent.

Cette doctrine suppose un effort collectif. Elle implique que l'ensemble des acteurs, du décideur au niveau du terrain, intègrent les enjeux de réputation et de perception. Le citoyen, le sportif, le fonctionnaire ou le communicant ne sont pas appelés à se conformer à un discours unique, mais à comprendre que leurs actes s'inscrivent dans un espace symbolique élargi.

Unité fonctionnelle et discipline collective

Dans un monde où l'information circule instantanément, les fractures internes deviennent rapidement visibles à l'extérieur. La division, même marginale, peut être amplifiée et instrumentalisée. Dans ce contexte, l'unité ne peut plus être uniquement émotionnelle ou circonstancielle. Elle doit devenir fonctionnelle.

L'unité fonctionnelle ne nie ni le débat ni la critique. Elle les organise. Elle repose sur une gestion maîtrisée des divergences et sur une hiérarchisation claire des espaces d'expression. Ce qui relève du débat interne n'est pas nécessairement projeté à l'extérieur, surtout dans des moments de forte exposition internationale.

Le Maroc semble progressivement construire cette discipline collective. Non par la contrainte, mais par la com-

préhension des enjeux. La conscience que chaque dissonance publique peut être exploitée incite à une forme de retenue stratégique. Cette retenue n'est pas synonyme de soumission, mais de maturité.

Ce modèle exigeant repose sur la responsabilisation plutôt que sur la surveillance. Il suppose que chaque acteur comprenne sa place dans une chaîne de valeur symbolique plus large. Cette logique transforme l'unité en avantage comparatif, en facteur de stabilité dans un environnement incertain.

Maîtriser le temps long et transformer l'épreuve en levier

L'une des dimensions les plus déterminantes de la stratégie marocaine actuelle réside dans la maîtrise du tempo. À l'ère de l'instantanéité, la pression pour réagir vite est constante. Pourtant, la rapidité n'est pas toujours synonyme d'efficacité. Répondre à tout, immédiatement, revient souvent à adopter l'agenda de l'autre.

Le choix du Maroc semble être celui du temps long. Le silence, lorsqu'il est assumé, devient un outil. La réponse, lorsqu'elle intervient, s'appuie sur les faits, les procédures et la performance plutôt que sur l'émotion. Cette gestion du temps permet de laisser certaines polémiques s'épuiser d'elles-mêmes, faute de carburant.

Cette posture exige une confiance élevée dans la solidité des dispositifs internes. Elle suppose également une capacité à supporter temporairement

la pression médiatique sans céder à la surenchère. Mais elle offre un avantage décisif : elle transforme l'épreuve en levier d'apprentissage.

Chaque controverse révèle des zones à renforcer. Chaque critique oblige à affiner un standard. Chaque crise accélère une professionnalisation. La trajectoire devient cumulative. Le pays n'en sort jamais identique, mais progressivement plus robuste.

Une puissance discrète en construction

Ce qui se dessine à travers cette évolution est une forme de puissance discrète, fondée sur la constance plutôt que sur le coup d'éclat. Le Maroc ne cherche ni la confrontation permanente ni la reconnaissance immédiate. Il avance par paliers, consolide ses positions, occupe les espaces de crédibilité avec patience.

Dans un monde saturé de récits conflictuels, cette approche tranche par sa sobriété. Elle montre qu'il est possible d'élargir son influence sans rupture brutale, en s'appuyant sur la rigueur, la cohérence et la maîtrise du récit. Cette conquête-là ne se proclame pas. Elle se constate dans la durée.

À mesure que le Royaume poursuit cette trajectoire, la pression médiatique ne disparaîtra pas. Elle est le prix de la visibilité et de l'ambition. Mais si elle est intégrée comme un paramètre structurel, elle cesse d'être un frein pour devenir un indicateur. Un signe que le Maroc n'est plus seulement observé, mais compté.

Vigilance d'État et responsabilité patriotique

La montée en puissance du Maroc s'accompagne de pressions multiples et de tentatives de fragilisation indirecte. Dans un contexte international instable, la vigilance stratégique et le patriotisme politique deviennent des conditions essentielles pour préserver la souveraineté, la cohésion nationale et les intérêts supérieurs du Royaume.

Par Yassine Andaloussi



Le Maroc se trouve à un moment charnière de son histoire contemporaine. Les transformations rapides de l'ordre international, la recomposition des alliances régionales et l'intensification des rivalités économiques placent le Royaume face à des défis d'une nature nouvelle. Ce qui était autrefois périphérique est désormais central. Ce qui relevait de la prévision appartient aujourd'hui au réel. Dans ce contexte mouvant, la vigilance n'est plus une posture optionnelle mais une nécessité stratégique permanente. La stabilité politique et institutionnelle du Maroc, longtemps perçue comme acquise, est devenue un facteur d'attractivité mais aussi de convoitise. Plus un

État consolide ses fondations, plus il attire l'attention d'acteurs dont les intérêts ne convergent pas toujours avec les siens. Cette réalité impose un changement de regard sur la notion même de puissance. La puissance n'est pas seulement la capacité d'agir, elle est aussi la capacité de résister, d'anticiper et de neutraliser les menaces invisibles.

Un Royaume sous pression croissante globale

Le Royaume évolue désormais dans un environnement globalisé où les pressions ne s'exercent plus uniquement par la diplomatie classique ou la confrontation militaire. Elles prennent la forme de campagnes informationnelles, de

pressions économiques, de tentatives d'influence idéologique et de pénétration financière. Ces dynamiques sont d'autant plus dangereuses qu'elles s'inscrivent dans le temps long et cherchent à affaiblir la cohésion interne plutôt qu'à provoquer un choc immédiat.

La montée en puissance du Maroc sur les plans diplomatique, sécuritaire et économique a profondément modifié la perception internationale du pays. Le Royaume n'est plus un simple partenaire régional, il est devenu un acteur capable de peser sur des dossiers sensibles, de diversifier ses alliances et de défendre ses intérêts avec constance. Cette affirmation souveraine, si elle renforce la position du pays, génère mécaniquement des résistances.

Ces résistances ne proviennent pas uniquement d'États rivaux. Elles émanent aussi de réseaux transnationaux, de groupes d'intérêts et d'acteurs financiers qui perçoivent dans l'affirmation marocaine une contrainte à leurs stratégies. La pression exercée vise alors à influencer les choix internes, à fragiliser la confiance entre l'État et la société et à créer un climat de doute permanent.

Montée stratégique et démultiplication des adversaires

L'histoire des relations internationales montre une constante immuable. Lorsqu'un pays accélère sa trajectoire de développement et consolide son

autonomie stratégique, il voit se multiplier ses adversaires déclarés ou latents. Le Maroc n'échappe pas à cette règle. Sa montée stratégique, fondée sur une diplomatie active et une vision claire de ses intérêts, a modifié les équilibres établis.

Cette évolution se traduit par une intensification des manœuvres hostiles, souvent indirectes. Les adversaires du Royaume ne cherchent pas toujours l'affrontement ouvert. Ils privilégient les zones grises, les ambiguïtés juridiques et les terrains sociaux sensibles. Leur objectif n'est pas nécessairement de provoquer une crise immédiate mais d'éroder progressivement la solidité interne du pays.

Dans ce contexte, la lucidité devient un impératif politique. Sous estimer la nature et la diversité des menaces reviendrait à confondre calme apparent et sécurité réelle. La montée en puissance exige une capacité équivalente de défense stratégique, non seulement sur le plan militaire mais aussi sur les plans institutionnel, culturel et économique.

Le Maroc doit ainsi penser sa sécurité de manière globale. La souveraineté ne se limite plus aux frontières physiques. Elle englobe la maîtrise de l'information, la protection du tissu social et la préservation de l'indépendance décisionnelle face aux influences extérieures.

Conflits importés et fractures instrumentalisées internes

Parmi les outils contemporains de déstabilisation, l'importation de conflits exogènes occupe une place centrale. Il s'agit de transposer artificiellement des tensions étrangères au sein d'un espace national afin d'y créer des divisions durables. L'instrumentalisation de l'antisémitisme s'inscrit pleinement dans cette logique. Elle vise à réveiller des fractures mémorielles, à polariser les débats et à détourner l'attention des véritables enjeux stratégiques.

L'exemple australien démontre avec clarté les effets néfastes de ce type de manipulation. En quelques mois, des tensions importées ont fragilisé la cohésion sociale, perturbé le débat public et affaibli la capacité de l'État à agir sereinement. Ces dynamiques ne produisent pas toujours des dégâts immédiats mais elles laissent des traces profondes à court et moyen terme.

Dans le cas marocain, une telle instrumentalisation serait particulièrement dangereuse. Le Royaume repose sur une tradition plurielle, marquée par la coexistence religieuse et culturelle, inscrite dans l'histoire longue de l'État. Toucher à cet équilibre reviendrait à s'attaquer à l'un des piliers de la stabilité nationale.

La vigilance s'impose donc face à toute tentative de manipulation identitaire. Il ne s'agit pas de nier les débats ou les sensibilités, mais de refuser leur exploitation à des fins de déstabilisation. La

cohésion nationale n'est pas un acquis intangible, elle se construit et se protège en permanence.

Ressources stratégiques gouvernance et souveraineté nationale

La question de la gouvernance économique constitue un autre champ majeur de vulnérabilité potentielle. Dans un monde dominé par la financiarisation, certains modèles de gouvernance favorisent la pénétration d'intérêts oligarchiques dont les objectifs dépassent largement les simples calculs de rendement. Ces acteurs cherchent à influencer les politiques publiques, à orienter les choix stratégiques et à sécuriser des positions dominantes sur des secteurs clés.

Lorsque l'État relâche sa vigilance, les conséquences ne sont pas uniquement économiques. Elles touchent directement à la souveraineté décisionnelle. Le Maroc, riche en ressources naturelles et en minerais stratégiques, se trouve au cœur de ces convoitises. La transition énergétique mondiale renforce encore la valeur géopolitique de ces ressources. La protection des intérêts nationaux impose une gouvernance ferme, patriote et compétente. Il ne s'agit pas de rejeter les investissements étrangers mais de les encadrer avec rigueur. La négociation avec les sociétés spécialisées dans

l'extraction et la distribution doit se faire à partir d'un rapport de force maîtrisé, visant à limiter leurs marges de manœuvre et à maximiser les bénéfices pour la nation.

Dans ce cadre, la nature du gouvernement devient déterminante. Un exécutif perméable aux intérêts privés ouvre des brèches stratégiques. Un gouvernement patriote les verrouille. La souveraineté économique ne se proclame pas, elle se défend à travers des choix clairs et assumés.

Les symboles jouent également un rôle central dans cette dynamique. Des images montrant un responsable politique de premier plan adoptant une attitude perçue comme irrespectueuse envers le drapeau national ont profondément marqué l'opinion. Le drapeau n'est pas un objet ordinaire. Il incarne l'État, l'histoire et les sacrifices consentis. Toute banalisation de sa portée affaiblit le lien symbolique entre les dirigeants et la nation.

Jeunesse, patriotisme et verrouillage de l'avenir

Dans cette phase décisive, le Maroc dispose pourtant d'un atout majeur. Sa jeunesse et ses citoyens établis à l'étranger expriment une volonté croissante de contribuer au développement du pays. Ils aspirent à participer à un projet national ambitieux, structuré et porteur de

sens. Leur engagement potentiel constitue une force stratégique considérable. Cette énergie ne demande qu'à être canalisée. La jeunesse marocaine est prête à s'impliquer, à innover et à exécuter des orientations claires, à condition que celles-ci soient portées par une vision crédible et un patriotisme assumé. Les Marocains résidant à l'étranger, forts de leurs expériences internationales, peuvent également jouer un rôle clé dans le renforcement de la souveraineté économique et technologique du Royaume.

Mais cet engagement ne peut s'épanouir que dans un cadre politique lisible. Le pays a besoin de dirigeants animés par la défense des intérêts suprêmes de la nation, et non par des calculs partisans ou des logiques de rente. Le patriotisme doit redevenir un principe structurant de l'action publique, visible dans les décisions, les comportements et le respect des symboles.

L'avenir du Maroc se jouera sur sa capacité à conjuguer ouverture maîtrisée et verrouillage stratégique. La montée en puissance du Royaume est une opportunité historique. Elle exige une vigilance totale, une gouvernance patriote et une mobilisation collective. C'est à ce prix que le pays pourra transformer les pressions extérieures en leviers de consolidation interne et inscrire durablement sa trajectoire dans la stabilité et la souveraineté.





Longtemps reléguée aux manuels d'histoire, la doctrine Monroe s'invite à nouveau au cœur de l'actualité mondiale. De Caracas à Téhéran, de l'Arctique aux routes numériques, les crises contemporaines révèlent une réalité de plus en plus difficile à masquer. Les grandes puissances redessinent leurs zones d'influence, tandis que le discours d'un ordre international fondé sur des règles universelles peine à résister à la logique du rapport de force.

DOCTRINE MONROE 2.0

LE RETOUR VISIBLE DES LOGIQUES IMPÉRIALES



Par Sanae El Amrani

PENDANT DES DÉCENNIES, le monde a voulu croire à un ordre international stable, régi par le droit, les institutions multilatérales et la promesse d'une mondialisation pacificatrice. Cette lecture rassurante se fissure aujourd'hui sous le poids des faits. Les crises contemporaines ne surgissent plus de manière isolée. Elles se répondent, s'imbriquent et dessinent une recomposition plus profonde des rapports de puissance.

L'affaire vénézuélienne n'est pas seulement une séquence latino-américaine. Elle agit comme un révélateur. La crise iranienne n'est pas qu'un soulèvement social sous sanctions. Elle devient un test de résistance systémique. Les tensions autour du Groenland, les lignes rouges en Ukraine, la pression constante autour de Taïwan ou la bataille mondiale des normes technologiques participent d'un même mouvement. Les grandes puissances ne renoncent pas à leurs zones d'influence. Elles les redéfinissent, les modernisent et les sécurisent autrement.

Dans ce nouveau paysage, la doctrine Monroe ne disparaît pas. Elle mute. Elle quitte le registre du discours pour entrer dans celui des instruments. Sanctions financières, extraterritorialité juridique, contrôle des monnaies, dépendances technologiques, maîtrise des flux énergétiques et logistiques. L'empire ne s'impose plus uniquement par les chars et les drapeaux. Il s'exerce par des infrastructures invisibles qui structurent l'économie mondiale et la vie quotidienne des États.

La puissance sort de l'ombre

La guerre n'a jamais quitté la scène internationale. L'Ukraine sous les frappes, Gaza ravagé, le Proche-Orient sous tension permanente, l'Afrique traversée par des conflits chroniques, les sanctions économiques utilisées comme instruments politiques. Rien de tout cela n'est nouveau. Ce qui évolue, en revanche, tient à la manière dont ces réalités s'articulent désormais entre elles. Le monde n'est pas plus violent qu'hier. Il est plus lisible dans ses rapports de force.



Depuis plusieurs années, le droit international cohabite avec la puissance, parfois la freine, souvent s'efface devant elle. Les grandes puissances n'ont jamais cessé de défendre leurs intérêts vitaux. Mais une inflexion devient perceptible. Les crises ne sont plus seulement gérées dans l'urgence ou au cas par cas. Elles s'inscrivent dans des logiques plus cohérentes, où les zones d'influence redeviennent des cadres assumés de décision. Le multilatéralisme continue d'exister, mais il sert de scène. Les rapports de force, eux, structurent de plus en plus l'action.

La séquence vénézuélienne s'inscrit pleinement dans ce moment. Elle ne surgit pas dans un monde pacifié, mais dans un environnement déjà saturé de tensions. Ce qui la distingue, c'est sa portée symbolique. Un État traité comme un voisinage stratégique non négociable. Une intervention qui vise moins l'occupation que la neutralisation. Une démonstration de puissance politique, juridique et économique, menée sans le récit humanitaire ou démocratique qui accompagnait autrefois ce type d'opérations. Caracas devient un précédent observé bien au-delà de l'Amérique latine, parce qu'il montre jusqu'où une grande puissance estime légitime d'aller dans ce qu'elle considère comme son espace vital.

Au même moment, l'Iran traverse une crise d'une autre nature, mais révélatrice du même monde. Ici, la confrontation n'est pas militaire. Elle est économique, monétaire, sociale. L'effondrement du rial, l'inflation qui atteint des niveaux insoutenables, la contraction des revenus pétroliers et la fermeture progressive des circuits de contournement transforment la pression extérieure en fracture intérieure. La rue devient l'indicateur le plus visible de cette vulnérabilité. Lorsque les commerçants du bazar entrent en contestation, lorsque les universités rejoignent le mouvement, la crise cesse d'être conjoncturelle. Elle devient politique. Dans un pays soumis à des sanctions durables, l'économie n'est jamais un paramètre secondaire. Elle conditionne directement la stabilité du pouvoir.

Ces deux scènes, Caracas et Téhéran, ne racontent pas la même histoire. Elles éclairent pourtant le même moment géopolitique. Un moment où la puissance agit moins par invasion que par étouffement. Moins par occupation que par dépendance. Le monde ne bascule pas dans une ère inédite. Il révèle plus franchement ce qu'il est devenu.

La puissance contemporaine ne se limite plus à la force armée, même si celle-ci demeure décisive. Elle s'exerce par des instruments plus discrets et souvent plus efficaces. La capacité à couper un pays des marchés financiers. À fragiliser une monnaie. À im-

poser des règles juridiques au-delà de ses frontières. À contrôler des chaînes d'approvisionnement stratégiques. À fixer des standards technologiques qui structurent durablement l'économie mondiale. La domination prend la forme d'une infrastructure, d'un règlement, d'un système de conformité, parfois d'un algorithme.

Le réseau mondial des implantations militaires américaines illustre le socle de cette architecture. Des centaines de bases et de sites répartis sur tous les continents garantissent une capacité de projection sans équivalent. Mais ce socle militaire sert surtout de support à une autre forme de puissance, plus diffuse. Le droit extraterritorial, la centralité du dollar, les régimes de sanctions, les obligations de conformité imposées aux entreprises prolongent la souveraineté bien au-delà du territoire national. L'affaire BNP Paribas, sanctionnée lourdement pour des transactions réalisées hors du sol américain, a marqué un tournant. Elle a montré qu'un État pouvait faire appliquer ses règles à des acteurs étrangers dès lors qu'ils dépendent de son système financier.

À cette architecture s'ajoute une bataille moins visible, mais déterminante. Celle des normes technologiques. Qui fixe les règles de l'intelligence artificielle. Qui contrôle le cloud. Qui définit les standards de cybersécurité. Qui décide de l'usage et de la circulation des données.

Ces choix techniques produisent des dépendances durables. Ils façonnent la souveraineté des États autant que leurs capacités militaires. Dans cette bataille silencieuse, les États-Unis, la Chine et l'Europe avancent avec des stratégies distinctes, mais une même conviction. La norme précède la domination.

Le Groenland, enfin, rappelle une évidence que l'on croyait reléguée aux cartes anciennes. La géographie conserve toute sa force politique. L'ouverture progressive de l'Arctique, les nouvelles routes maritimes, les minerais critiques, les enjeux de surveillance stratégique redonnent à certains territoires une centralité brutale. Que l'idée même d'une prise de contrôle du Groenland puisse être évoquée publiquement montre à quel point certains espaces redeviennent des pièces maîtresses d'un échiquier global, au-delà des précautions diplomatiques traditionnelles.

Le Venezuela par la souveraineté, l'Iran par l'économie, le Groenland par la géographie, les normes technologiques par l'invisible. Ces scènes ne racontent pas la même histoire, mais elles appartiennent au même moment. Celui où les crises cessent d'être des accidents et deviennent des instruments. Celui où la puissance s'inscrit dans des stratégies de long terme, sans toujours chercher à se justifier. Le décor reste conflictuel. Ce qui change, c'est la cohérence de l'ensemble.

Caracas, la démonstration de force

Caracas s'impose aujourd'hui comme un point de bascule. Le Venezuela concentre plusieurs fragilités devenues centrales dans la géopolitique contemporaine. Une richesse pétrolière considérable. Une économie sous pression prolongée. Un État affaibli par l'isolement financier. Un territoire inscrit de longue date dans l'orbite stratégique des États-Unis. Cette combinaison transforme le pays en révélateur d'un mode d'action désormais assumé dans certaines zones du monde.



La séquence récente s'inscrit dans une logique indirecte, progressive, structurée. Les leviers utilisés sont connus. Sanctions financières, restrictions commerciales, contrôle des flux pétroliers, pressions juridiques. Leur efficacité repose sur un enchaînement précis. Lorsqu'un État dépend fortement d'une ressource stratégique et que l'accès aux circuits financiers internationaux se referme, la souveraineté devient fragile. La contrainte économique précède alors toute autre forme d'intervention.

Le pétrole, longtemps perçu comme

une assurance, se transforme en point d'exposition. Quand les exportations ralentissent, quand les paiements se compliquent, quand les assurances et les circuits bancaires se retirent, la rente cesse de protéger. Elle attire les pressions. Dans ce contexte, la capacité de résistance d'un État se mesure à sa marge de manœuvre économique réelle, pas à sa rhétorique politique.

La dynamique observée à Caracas dépasse la seule question du pouvoir en place. Elle repose sur une logique de neutralisation stratégique. Réduire la capacité d'action extérieure. Encadrer l'usage des ressources. Limiter

les marges diplomatiques. Le droit, la finance et la régulation deviennent des outils centraux de cette approche. Leur efficacité tient à leur caractère durable et à leur faible coût politique.

Cette séquence illustre une évolution nette. L'intervention ne passe plus par l'occupation ou par la transformation institutionnelle. Elle s'exerce dans le temps long, par l'économie, par les normes, par l'accès conditionné aux marchés. La pression s'installe sans mobilisation militaire massive, sans récit idéologique global, sans promesse de reconstruction.

La réaction internationale, mesurée,

confirme cette lecture. Le Venezuela appartient à un espace où l'intervention américaine est perçue comme structurelle. Cette réalité façonne les équilibres. Elle installe l'idée que certaines zones obéissent à des règles spécifiques, où la souveraineté s'exerce sous contrainte.

Caracas devient ainsi un précédent observé bien au-delà de l'Amérique latine. Un précédent qui montre comment la vulnérabilité monétaire et énergétique façonne aujourd'hui les rapports de force. Un précédent qui éclaire les stratégies de pression indirecte et la manière dont elles s'inscrivent durablement dans le paysage international.

Téhéran sous tension, l'économie comme fracture politique

À Téhéran, la crise s'impose d'abord par les chiffres avant de s'inscrire dans la rue. La monnaie s'effondre, les prix s'envolent, les marges de survie se réduisent. L'économie devient le premier langage politique d'un pays confronté à une pression prolongée. Le quotidien, plus que les slogans, sert de déclencheur.



Le rial iranien franchit un seuil symbolique sur les marchés parallèles, autour de 1,4 million pour un dollar. Ce niveau marque une rupture psychologique autant qu'économique. Il traduit l'érosion de l'épargne, la difficulté croissante à importer, la perte de repères monétaires dans une société où la stabilité des prix a longtemps constitué un pilier implicite du contrat social. Avec un salaire moyen estimé autour de 170 euros par mois, la dévaluation accélère la précarisation d'une large partie de la population. L'inflation dépasse les 50 %, tirée par les produits alimentaires, les médicaments, l'énergie et les biens importés.

Cette dégradation monétaire s'inscrit dans une dynamique structurelle. L'économie iranienne vit sous sanctions depuis plusieurs années. Pour amortir le choc, des circuits pétroliers parallèles ont longtemps joué un rôle central. Entre 2022 et 2023, les revenus issus des exportations clandestines de pétrole

sont estimés à plus de 50 milliards de dollars par an. Ces flux alimentaient les réserves en devises, soutenaient la monnaie et permettaient à l'État de maintenir certains équilibres. Leur resserrement progressif modifie profondément l'équation. Moins de devises disponibles signifie moins de capacité à stabiliser le marché intérieur.

La contestation qui éclate à la fin décembre prend naissance dans un lieu hautement symbolique. Le bazar de Téhéran. Les commerçants, longtemps perçus comme un pilier de la stabilité sociale, entrent dans la mobilisation. Le mouvement s'étend rapidement à d'autres centres urbains. Ispahan, Machhad, Hamedan, puis de nombreuses villes moyennes. Les universités rejoignent la dynamique. Cette propagation rapide signale un malaise diffus, partagé par des catégories sociales diverses.

La rue exprime d'abord une colère liée au coût de la vie. Elle évolue ensuite vers un registre plus politique. Les slogans changent de tonalité. Les cri-

tiques visent la corruption, la gestion économique, l'incapacité du pouvoir à contenir la spirale inflationniste. Le lien entre performance économique et légitimité politique devient visible. Quand l'État peine à garantir l'accès aux biens essentiels et à stabiliser la monnaie, son autorité se fragilise.

Face à cette pression, les autorités annoncent des mesures d'urgence. Une aide mensuelle de dix millions de rials pendant quatre mois pour les ménages les plus touchés. Le montant, équivalent à quelques euros, souligne le décalage entre l'ampleur de la crise et les marges budgétaires disponibles. Les forces de sécurité sont déployées. Le bilan officiel fait état de plusieurs morts. La justice évoque une contestation alimentée depuis l'étranger, une lecture récurrente dans les phases de tension interne.

L'Iran avance sur une ligne étroite. L'économie subit une contrainte extérieure durable. La société exprime une fatigue profonde. Le pouvoir conserve des instruments de contrôle solides,

mais la capacité à amortir les chocs sociaux s'amenuise. La combinaison de l'asphyxie financière, de la dégradation monétaire et de la mobilisation populaire transforme la crise économique en enjeu politique central.

Cette séquence est observée avec attention bien au-delà des frontières iraniennes. Elle montre comment la pression économique produit des effets internes rapides. Elle rappelle aussi la vulnérabilité particulière des États soumis à des sanctions prolongées. Quand les revenus stratégiques se contractent et que la monnaie se dérobe, la rue devient un acteur à part entière du rapport de force.

Téhéran offre ainsi un visage précis du monde actuel. La confrontation s'y joue par les devises, par l'énergie, par l'accès aux marchés. Les manifestations traduisent cette tension. Elles rappellent une réalité simple. La stabilité politique repose aussi sur la capacité à tenir une économie. Lorsque cette capacité vacille, l'équilibre du pouvoir entre dans une zone d'incertitude durable.

La guerre financière, quand le droit devient une arme

La confrontation contemporaine passe de plus en plus par des canaux qui ne portent ni uniforme ni drapeau. Elle s'exerce dans les bilans, les contrats, les systèmes de paiement, les tribunaux. Le droit et la finance forment aujourd'hui un champ de bataille à part entière. Cette transformation ne relève pas d'une dérive marginale. Elle constitue un mode d'action structuré, intégré aux stratégies de puissance.



Au cœur de ce dispositif se trouve la centralité du dollar. Monnaie de réserve dominante, instrument de règlement du commerce international, pivot des marchés de matières premières, le billet vert confère aux États-Unis un levier d'influence unique. Toute transaction qui transite par le système financier américain, directement ou indirectement, devient potentiellement justiciable du droit américain. Cette réalité, longtemps technique, s'est muée en outil stratégique.

L'extraterritorialité juridique prolonge cette centralité monétaire. Des entreprises étrangères peuvent être poursuivies, sanctionnées, exclues des marchés pour des opérations réalisées hors du territoire américain dès lors qu'elles utilisent le dollar, des banques correspondantes américaines ou des technologies relevant de juridictions alliées. L'affaire de BNP Paribas, condamnée à une amende record pour des transactions liées à des pays sous sanctions, a marqué un tournant. Elle a rendu tangible une règle implicite. L'accès au marché américain s'accompagne d'une acceptation des

règles américaines. Les sanctions constituent l'autre pilier de cette guerre financière. Elles ciblent des États, des secteurs, des individus, des entreprises, parfois des familles entières d'acteurs économiques. Leur efficacité tient à leur caractère systémique. Une sanction ne se limite pas à interdire une transaction. Elle déclenche une cascade de retraits. Banques, assureurs, transporteurs, fournisseurs se retirent par précaution. Le risque juridique devient un facteur dissuasif plus puissant que l'interdiction elle-même.

Cette mécanique repose sur des institutions et des outils précis. Le rôle de l'Office of Foreign Assets Control, au sein du Trésor américain, s'impose comme central. Les listes de sanctions publiées par cette agence sont scrutées en permanence par les acteurs financiers mondiaux. L'inscription d'un nom suffit à fermer l'accès aux circuits bancaires internationaux. Le droit se fait instantanément opérationnel.

La capacité à contrôler les flux financiers s'appuie aussi sur des infrastructures critiques. Les systèmes de messagerie bancaire, comme SWIFT, deviennent des points de pression stratégique. L'exclusion d'un pays ou d'institutions

financières de ces réseaux complique immédiatement le commerce, le paiement des importations, le service de la dette. La finance cesse d'être neutre. Elle devient un levier de contrainte directe.

Cette logique dépasse largement les cas du Venezuela ou de l'Iran. Elle concerne toute économie dépendante des marchés internationaux, des capitaux étrangers, des technologies occidentales. Elle s'étend aux secteurs de pointe. Les semi-conducteurs, le cloud, les télécommunications, l'intelligence artificielle entrent dans le champ de la régulation stratégique. Les restrictions à l'exportation, les licences, les normes de conformité façonnent les chaînes de valeur mondiales.

La bataille des normes s'inscrit dans cette même dynamique. Fixer une règle technique revient à imposer une architecture. Les standards définissent ce qui est compatible, ce qui est autorisé, ce qui peut circuler. Dans le numérique, ces choix déterminent la souveraineté des données, la sécurité des infrastructures, la dépendance technologique. Les grandes puissances l'ont intégré. La norme précède souvent la domination économique.

L'Europe tente de répondre par la régulation. Des textes encadrent la concurrence, les données personnelles, les plateformes. Cette approche vise à préserver un espace de souveraineté juridique. Elle se heurte toutefois à un déséquilibre de puissance. Les entreprises dominantes, majoritairement américaines, disposent d'une capacité d'adaptation et d'influence considérable. Le bras de fer juridique devient permanent.

Dans ce contexte, le droit international conserve une valeur symbolique forte, mais son effectivité dépend du rapport de force. Les institutions multilatérales continuent de produire des règles. Leur application reste inégale. Le système ne s'effondre pas. Il se fragmente. Des normes coexistent, parfois contradictoires, portées par des blocs qui défendent leurs intérêts vitaux.

La guerre financière ne remplace pas la force militaire. Elle la complète. Elle prépare le terrain. Elle fragilise les économies, teste les résistances, crée des dépendances. Elle offre un avantage majeur. Elle permet d'agir en continu, à bas bruit, sans mobilisation armée massive. Elle rend la confrontation permanente.

Groenland, quand la géographie revient au centre du pouvoir

Pendant longtemps, le Groenland a occupé une place marginale dans le débat géopolitique mondial. Une immense île glacée, peu peuplée, rattachée au Danemark, absente des grands foyers de tension. Cette perception appartient désormais au passé. Le Groenland s'impose aujourd'hui comme l'un des territoires les plus révélateurs du retour de la géographie comme facteur central de puissance.



Si sa position suffit à comprendre l'intérêt qu'il suscite. Situé entre l'Amérique du Nord et l'Europe, aux portes de l'Arctique, le Groenland se trouve au croisement de routes stratégiques en pleine mutation. Le réchauffement climatique modifie progressivement l'accessibilité de la région. Les passages maritimes arctiques gagnent en viabilité. Les distances commerciales se raccourcissent. Les équilibres logistiques mondiaux s'en trouvent affectés.

À cette dimension géographique s'ajoute une réalité économique de plus en plus décisive. Le sous-sol groenlandais recèle des ressources considérées comme critiques. Terres rares, métaux stratégiques, minerais indispensables aux technologies de pointe et à la transition énergétique.

Dans un monde engagé dans une compétition technologique intense, ces ressources prennent une valeur stratégique comparable à celle du pétrole au siècle dernier. Leur contrôle, leur accès, leur sécurisation deviennent des enjeux de souveraineté.

Le Groenland s'inscrit également dans une architecture militaire plus large. La base américaine de Thulé, aujourd'hui intégrée au dispositif de défense antimissile et de surveillance spatiale, confère à l'île une importance stratégique majeure. Elle participe au système d'alerte avancée et de contrôle des trajectoires balistiques. Dans un contexte de rivalités accrues entre grandes puissances, cette infrastructure renforce la centralité du territoire groenlandais dans les calculs de sécurité.

Les déclarations américaines évoquant

une prise de contrôle du Groenland ont agi comme un révélateur. Elles n'ont pas créé l'enjeu. Elles l'ont rendu visible. Elles ont rappelé qu'à certaines périodes de l'histoire, des territoires redevenaient des objets de puissance assumés. Le rejet immédiat par le Danemark et par les autorités groenlandaises n'a pas effacé le message. Il a confirmé que la question ne relevait plus du fantasme, mais d'une lecture stratégique du monde.

L'Arctique s'impose ainsi comme un nouvel espace de rivalité. Les États-Unis, la Russie et la Chine y projettent des intérêts distincts mais convergents dans leur logique. Contrôle des routes. Accès aux ressources. Surveillance militaire. Présence scientifique et technologique. Le Groenland, par sa localisation et ses capacités, devient une pièce maîtresse de cet échiquier en recompo-

sition.

Ce retour de la géographie ne concerne pas uniquement les grandes étendues glacées. Il traduit une évolution plus profonde. Les territoires reprennent une valeur stratégique dès lors qu'ils combinent ressources, position et infrastructures. La mondialisation n'a pas effacé la carte. Elle l'a redessinée. Certains espaces, longtemps périphériques, deviennent centraux à mesure que les équilibres globaux se déplacent. Le cas du Groenland illustre aussi une mutation du langage de la puissance. Les enjeux sont posés de manière plus directe. La logique de sécurité prime sur les sensibilités diplomatiques. Les considérations économiques s'articulent à des impératifs militaires. Le territoire cesse d'être un simple espace administré. Il devient un actif stratégique.

La bataille des normes, le pouvoir par l'invisible

La confrontation mondiale ne se joue plus uniquement sur les champs de bataille, ni même dans les seules capitales politiques. Elle avance désormais à bas bruit, dans des espaces techniques, juridiques et industriels qui façonnent le quotidien sans jamais faire la une. Les normes sont devenues un terrain central du rapport de force. Celui qui fixe les règles façonne les usages, verrouille les dépendances et oriente durablement les équilibres de puissance.



Cette bataille commence là où les décisions paraissent techniques. Comment les données sont stockées. Où elles circulent. Qui peut y accéder. Quelles règles encadrent l'intelligence artificielle. Quels standards s'imposent pour le cloud, les télécommunications, les semi-conducteurs ou la cybersécurité. Derrière chaque norme se cache une architecture. Derrière chaque architecture, une dépendance. Derrière chaque dépendance, un rapport de force. Les États-Unis ont compris très tôt l'avantage que confère la maîtrise de ces standards. Le contrôle des grandes plateformes numériques, des infrastructures cloud, des systèmes d'exploitation et des réseaux sociaux leur permet d'imposer de facto leurs règles au reste du monde. Une entreprise, une administration, un État qui utilise ces outils accepte implicitement un cadre juridique, technique et souvent politique qui lui échappe. La norme devient alors un prolongement discret de la souveraineté.

La Chine avance avec une logique différente mais tout aussi structurée. Elle développe ses propres standards, ses propres écosystèmes numériques, ses propres infrastructures. Elle exporte ces normes à travers ses investissements, ses partenariats industriels et ses projets d'infrastructures. L'objectif reste identique. Réduire la dépendance. Construire une sphère de compatibilité autonome. Transformer la technologie en levier d'influence durable. L'Europe tente de s'insérer dans cet affrontement par le droit. Elle régule. Elle encadre. Elle légifère sur les données, la concurrence, l'intelligence artificielle, les plateformes. Cette stratégie vise à préserver une capacité de décision et une protection des citoyens. Elle se heurte toutefois à une asymétrie de puissance. Les acteurs dominants disposent d'une capacité d'adaptation, de contournement et de lobbying considérable. Le bras de fer devient permanent, souvent silencieux, parfois brutal. Cette guerre des normes produit des effets très concrets. Une règle technique

peut exclure un acteur d'un marché. Un standard peut rendre incompatible une technologie concurrente. Une exigence de conformité peut ralentir une chaîne industrielle entière. Les décisions prises dans des comités techniques, des agences de régulation ou des juridictions spécialisées façonnent l'économie mondiale bien plus durablement que certaines déclarations diplomatiques. Dans ce contexte, la technologie cesse d'être neutre. Elle devient un outil de projection de puissance. Le choix d'un système de paiement, d'un fournisseur cloud, d'une architecture numérique engage des dépendances de long terme. Il conditionne la sécurité des données, la souveraineté industrielle, la capacité d'innovation. La bataille se joue rarement sous les projecteurs. Elle s'inscrit dans le temps long. Les crises récentes renforcent cette lecture. Les sanctions économiques, les restrictions technologiques, les contrôles à l'exportation montrent que l'accès à certaines technologies peut être utilisé comme un levier de pression directe. Les États fragilisés économiquement ou

politiquement subissent ces contraintes avec une intensité particulière. La norme devient alors une frontière invisible, mais bien réelle. Ce déplacement du pouvoir vers l'invisible complète les autres dimensions du dossier. Après la souveraineté sous pression au Venezuela, après la fracture économique en Iran, après la guerre financière et juridique, après le retour de la géographie avec le Groenland, la bataille des normes révèle un autre visage de la puissance contemporaine. Celui qui agit sans bruit, sans troupes, sans occupation, mais avec une efficacité redoutable. Dans ce monde fragmenté, la norme n'est plus un simple outil d'harmonisation. Elle devient un instrument stratégique. Elle dessine des blocs, organise des dépendances, trace des lignes d'influence durables. La puissance ne se contente plus de contrôler des territoires ou des ressources. Elle structure les règles du jeu. Et dans cette bataille silencieuse, ceux qui arrivent trop tard découvrent que les décisions les plus lourdes ont déjà été prises.

Un monde en blocs, la puissance sans illusion

Les crises contemporaines ne s'additionnent plus. Elles se répondent. Elles dessinent un paysage structuré où les sphères d'influence reprennent une centralité assumée. Les événements récents, qu'ils concernent l'Amérique latine, le Moyen-Orient, l'Arctique ou le numérique, révèlent une recomposition du monde autour de blocs aux logiques cohérentes, parfois concurrentes, souvent étanches.



Cette dynamique repose sur une réalité simple. Les grandes puissances n'ont jamais renoncé à leurs intérêts vitaux. Elles les défendent désormais avec des outils diversifiés, combinés, hiérarchisés. La force militaire reste présente, mais elle s'inscrit dans un ensemble plus large. L'économie, la finance, la technologie, la géographie et le droit forment un continuum stratégique. Chaque levier agit à un moment précis, selon le terrain, selon la vulnérabilité de l'adversaire.

Les États-Unis structurent leur influence autour de plusieurs piliers. Un voisinage stratégique considéré comme prioritaire. Une capacité de projection militaire globale. Une domination financière portée par le dollar. Un leadership technologique et normatif. Cette combinaison leur permet d'agir sur plusieurs registres à la fois, d'exercer une pression continue sans nécessairement recourir à l'affrontement direct. L'intervention devient modulable, graduée, souvent réversible.

La Russie adopte une logique différente,

centrée sur la profondeur stratégique et la sécurité territoriale. Les frontières proches prennent une valeur existentielle. Les zones perçues comme tampons deviennent des enjeux majeurs. La puissance s'exprime par la force, par l'énergie, par la dissuasion, mais aussi par la capacité à perturber les équilibres régionaux. L'objectif vise à préserver un espace d'influence jugé indispensable à la stabilité du pouvoir.

La Chine construit son bloc avec une temporalité plus longue. Elle investit, standardise, finance, connecte. Les infrastructures, les routes commerciales, les normes industrielles et technologiques deviennent des vecteurs d'influence durables. La souveraineté se construit par la maîtrise des chaînes de valeur, par l'autonomie technologique, par l'exportation de standards compatibles avec ses propres intérêts. La confrontation reste feutrée, mais elle s'inscrit dans le temps long.

L'Europe se trouve dans une position singulière. Elle dispose d'un poids économique considérable, d'une capacité normative réelle, mais d'une cohérence stratégique encore fragile.

Elle régule, encadre, arbitre, tout en cherchant à préserver son autonomie dans un environnement de plus en plus conflictuel. Cette posture lui confère une influence juridique, mais l'expose aussi aux pressions croisées des blocs plus affirmés.

Dans ce monde fragmenté, le multilatéralisme conserve une fonction. Il offre des cadres, des espaces de dialogue, des mécanismes de gestion. Il ne structure plus à lui seul les rapports de force. Les institutions internationales continuent d'exister, mais leur efficacité dépend désormais de l'équilibre des puissances qui les traversent. Les règles subsistent. Leur application varie selon les zones et les intérêts en jeu.

Cette recomposition ne produit pas un chaos généralisé. Elle instaure une hiérarchie plus lisible. Les lignes rouges se déplacent. Certaines zones deviennent intangibles. D'autres restent ouvertes à la pression. Les États apprennent à naviguer dans cet environnement en multipliant les partenariats, en diversifiant leurs dépendances, en cherchant des marges d'autonomie là où elles existent encore.

Le monde ne se dirige pas vers un affrontement unique. Il s'organise autour de tensions permanentes, de rivalités contenues, de confrontations indirectes. Les crises locales prennent une portée globale parce qu'elles s'inscrivent dans cette architecture de blocs. Chaque séquence devient un test. Chaque réaction envoie un signal.

Cette logique impose une nouvelle lecture des relations internationales. La souveraineté ne disparaît pas. Elle se négocie. Elle se protège par l'économie, par la technologie, par l'anticipation. Les États capables d'articuler ces dimensions renforcent leur position. Les autres subissent les effets de décisions prises ailleurs.

L'histoire récente rappelle une réalité rarement formulée aussi frontalement. Le droit et les règles existent, mais leur application dépend toujours de la capacité à les faire respecter. Les puissances capables d'agir définissent les limites du possible. Les autres s'adaptent, contournent ou subissent. Cette logique ne relève ni du cynisme ni de l'exception. Elle constitue l'ossature réelle de l'ordre international contemporain.

Venezuela, anatomie d'une guerre économique totale

Par Yassine Andaloussi



La crise vénézuélienne ne relève plus d'un simple affrontement politique interne ni d'un désaccord diplomatique classique. Elle s'inscrit désormais dans une guerre économique globale, méthodique et assumée, où la souveraineté des États devient conditionnelle à leur alignement stratégique. Sanctions financières, isolement international, pression sur les ressources naturelles et menaces d'opérations clandestines forment un dispositif cohérent visant à contraindre Caracas à la soumission. L'évocation d'une opération de capture et d'exfiltration du président vénézuélien marque une rupture majeure dans les pratiques internationales et révèle l'émergence d'un ordre mondial où la force prime de nouveau sur le droit.

La guerre économique comme forme dominante du conflit moderne

Les conflits contemporains ne se déclarent plus par des invasions spectaculaires ou des fronts militaires visibles. Ils s'installent progressivement, par l'asphyxie financière, la désorganisation économique et l'épuisement social. Le Venezuela est devenu l'un des terrains les plus aboutis de cette mutation stratégique.

Depuis plus d'une décennie, le pays est soumis à une pression multiforme qui combine sanctions financières, restrictions commerciales, gel d'avoirs souverains, isolement diplomatique et opérations informationnelles. L'objectif n'est pas seulement d'affaiblir un régime

politique, mais de rendre l'État incapable de fonctionner normalement, de fragmenter la société et de provoquer une perte de confiance généralisée.

La guerre économique agit lentement mais durablement. Elle ne détruit pas immédiatement les infrastructures, mais elle sape les fondations de la souveraineté. Elle transforme la dépendance aux marchés internationaux et aux circuits financiers en arme stratégique.

L'effacement progressif du droit international

Le cas vénézuélien illustre de manière brutale la transformation du droit international en instrument à géométrie variable. Les principes de souveraineté, de non-ingérence et de règlement mul-

tilatéral des différends ont progressivement cédé la place à une logique de contrainte unilatérale.

Les sanctions imposées au Venezuela ne relèvent pas d'un consensus international pleinement assumé. Elles sont largement extraterritoriales et visent à dissuader tout acteur économique tiers de commercer avec le pays. Le gel des actifs, la confiscation de ressources financières à l'étranger et la reconnaissance sélective d'autorités politiques concurrentes ont créé un précédent dangereux.

Dans ce contexte, l'hypothèse d'une opération de capture et d'exfiltration du président vénézuélien prend une dimension symbolique majeure. Elle signale que même l'immunité attachée à la fonction présidentielle n'est plus perçue comme intangible. La souveraineté



devient conditionnelle à l'acceptation d'un ordre imposé.

Les États-Unis et la démonstration de puissance

La stratégie américaine à l'égard du Venezuela s'inscrit dans une logique de démonstration. Il ne s'agit pas uniquement de Caracas, mais d'un message adressé à l'ensemble du système international. Les États-Unis montrent ce qu'ils sont capables de faire lorsqu'un État refuse de se conformer aux exigences politiques, économiques et géostratégiques dominantes.

La pression exercée vise à obtenir une soumission structurelle. Elle concerne la politique énergétique, les alliances internationales, la gouvernance économique et l'orientation diplomatique. Le Venezuela est sommé de renoncer à toute autonomie stratégique réelle.

Cette démonstration de force s'adresse également aux puissances concurrentes. Elle rappelle que l'ordre économique mondial reste largement structuré autour des intérêts occidentaux et que toute tentative d'émancipation durable sera méthodiquement entravée.

Les racines socio-économiques d'une vulnérabilité exploitée

La guerre économique menée contre le Venezuela n'aurait pas été aussi efficace sans des fragilités internes profondes. Le modèle économique du pays repose depuis des décennies sur une dépendance quasi totale aux hydrocarbures.

Sous Hugo Chávez, la rente pétrolière

a permis une redistribution sociale massive et une réduction de certaines inégalités historiques. Toutefois, cette stratégie s'est accompagnée d'un affaiblissement du tissu productif, d'une marginalisation du secteur privé et d'une politisation croissante des institutions.

Lorsque les prix du pétrole ont chuté, les limites du modèle sont apparues brutalement. Sous Nicolás Maduro, la baisse de la production, la fuite des capitaux, la perte de compétences et la corruption ont aggravé la situation. Les sanctions internationales ont alors agi comme un multiplicateur de crise. L'hyperinflation, les pénuries, l'effondrement des services publics et l'exode massif de la population sont devenus les manifestations visibles d'un effondrement systémique. La guerre économique n'a pas créé ces fragilités, mais elle les a exploitées avec une précision stratégique.

Le Venezuela comme puissance minérale convoitée

Au-delà de la dimension politique, le Venezuela occupe une place centrale dans la géopolitique des ressources. Le pays détient les plus importantes réserves de pétrole prouvées au monde, mais également des richesses minérales considérables.

Or, coltan, bauxite, fer et autres minerais stratégiques placent le Venezuela parmi les territoires clés pour les industries de haute technologie, la transition énergétique et les capacités militaires futures. Dans un contexte de compétition mondiale accrue pour l'accès aux ressources critiques, cette

richesse constitue un enjeu majeur.

Un État affaibli, isolé et sous sanctions devient plus facile à contraindre dans la gestion de ses ressources. La guerre économique vise ainsi à créer les conditions d'un contrôle indirect des richesses stratégiques, au détriment de la souveraineté nationale.

L'exfiltration présidentielle comme outil de déstabilisation

L'évocation d'une opération de capture et d'exfiltration du président vénézuélien s'inscrit dans une nouvelle grammaire de la puissance. Le dirigeant devient une cible stratégique à part entière.

Neutraliser un chef d'État permet de désorganiser l'appareil institutionnel sans intervention militaire classique. Cette stratégie vise à fracturer les élites, à créer un climat de peur et à affaiblir la chaîne de commandement. Même en tant que menace, cette option produit des effets psychologiques profonds. Elle alimente la défiance interne et renforce l'idée que la résistance est vaine. Le Venezuela illustre ainsi l'évolution des méthodes de changement de régime vers des formes hybrides plus discrètes mais tout aussi efficaces.

Un précédent lourd de conséquences pour l'ordre mondial

Le cas vénézuélien constitue un précédent stratégique majeur. Il montre qu'un État peut être isolé, asphyxié et menacé de neutralisation directe sans réaction significative des institutions

internationales.

Ce précédent est observé avec attention par de nombreux pays du Sud global. Il alimente une méfiance croissante à l'égard des mécanismes financiers dominants et renforce les tentatives de diversification monétaire et commerciale.

La guerre économique devient ainsi un outil de gouvernance mondiale informelle. Elle redéfinit les règles du jeu sans débat ni légitimité collective.

Le Venezuela comme miroir des conflits à venir

Le Venezuela n'est pas une anomalie historique. Il est le révélateur d'un monde en recomposition, où la compétition pour les ressources, l'énergie et l'influence redessine les rapports de force.

La guerre économique moderne ne laisse pas de ruines spectaculaires, mais elle détruit durablement les sociétés. Elle appauvrit les populations, fragilise les institutions et transforme la souveraineté en variable d'ajustement. Dans ce contexte, le Venezuela offre une leçon stratégique majeure. La richesse en ressources naturelles ne protège plus un État. Sans diversification économique, sans alliances solides et sans capacité de résilience institutionnelle, elle devient une vulnérabilité exploitable.

Ce qui se joue aujourd'hui à Caracas annonce les conflits de demain. Des conflits silencieux, sans déclaration officielle, où la domination s'exercera par les flux financiers, le contrôle des ressources et la pression psychologique. Un monde où la souveraineté ne sera plus un droit, mais une concession.

Tariq Sijilmassi signe son retour au cœur de la finance marocaine avec Tessera Capital

Après plusieurs années de discrétion, Tariq Sijilmassi revient sur le devant de la scène financière nationale avec le lancement de Tessera Capital. Une initiative mûrement réfléchie qui marque une nouvelle étape dans le parcours de l'un des profils les plus structurants de la finance marocaine contemporaine. Ancien président du directoire du Crédit Agricole du Maroc, Sijilmassi choisit aujourd'hui la voie d'une banque d'affaires indépendante, positionnée au croisement du conseil stratégique, de l'ingénierie financière et de l'accompagnement des grandes transformations économiques que traverse le pays.

L'annonce a été faite de manière sobre mais explicite sur LinkedIn. Tessera Capital est désormais officiellement enregistrée auprès de l'Autorité marocaine du marché des capitaux en tant que conseiller en investissement financier. Une autorisation délivrée fin décembre 2025 qui permet à la structure d'exercer, à titre principal, des activités relevant de la catégorie 2. Dans les faits, cela couvre un spectre large allant du conseil et de l'assistance en gestion financière à l'ingénierie financière complexe, en passant par l'accompagnement des opérations d'appel public à l'épargne, les projets d'introduction en bourse et le suivi post cotation. Un périmètre exigeant qui suppose une forte crédibilité technique, réglementaire et stratégique.

Tessera Capital se présente comme une banque d'affaires indépendante, un positionnement encore relativement rare sur le marché marocain, dominé par les filiales de groupes bancaires et les structures adossées à de grands conglomerats. Le choix de l'indépendance n'est pas anodin. Il traduit la volonté de proposer un conseil libéré des logiques commerciales classiques, centré sur l'intérêt stratégique des dirigeants, des actionnaires et des investisseurs accompagnés. La promesse affichée est celle d'un accompagnement de long terme dans les décisions structurantes, les opérations financières complexes et les trajectoires de croissance.

L'approche revendiquée repose sur une analyse rigoureuse orientée données, intégrant des outils avancés d'aide à la décision et des briques d'intelligence artificielle. Ce parti pris technologique s'inscrit dans une tendance de fond observée dans les grandes places financières internationales, où la data et les modèles prédictifs redéfinissent les standards du conseil stratégique. Appliquée au contexte marocain, cette démarche vise à mieux capter les spécificités du terrain, la réalité des entreprises familiales, les contraintes sectorielles et les enjeux de gouvernance propres aux économies en transformation.

Le lancement de Tessera Capital intervient dans un moment particulier pour



l'économie marocaine. Accélération des investissements publics et privés, modernisation des infrastructures, montée en puissance de secteurs à forte valeur ajoutée, transition énergétique et recomposition des chaînes de valeur créent un environnement riche en opportunités mais aussi en risques. De nombreuses entreprises sont aujourd'hui confrontées à des problématiques de transmission, de restructuration, de gouvernance ou de repositionnement stratégique. C'est précisément sur ces zones de friction que Tessera Capital entend se positionner.

La structure articule son activité autour de plusieurs axes clés. La transition intergénérationnelle figure en bonne place, dans un tissu économique largement dominé par les entreprises familiales, souvent à un tournant critique de leur histoire. La transition verte et la décarbonation constituent un autre pilier stratégique, en lien avec les exi-

gences croissantes des marchés, des investisseurs et des partenaires internationaux. Le redressement d'entreprises, la croissance des PME à fort potentiel et le conseil stratégique sur mesure complètent cette offre, avec un accent particulier sur les opérations de mise à niveau en amont d'une introduction en bourse.

Dans un message signé en tant que président directeur général, Tariq Sijilmassi explique avoir fondé Tessera Capital avec l'ambition de combiner expertise financière, compréhension fine des réalités économiques marocaines et outils modernes d'analyse et de décision. Une synthèse qui reflète son propre parcours, à la fois ancré dans la haute finance institutionnelle et ouvert sur les mutations contemporaines des marchés.

Sijilmassi n'est pas un nouveau venu dans cet univers. Considéré comme l'un des financiers marocains les plus

brillants de sa génération, il a profondément marqué le Crédit Agricole du Maroc par des réformes structurelles et une vision stratégique orientée vers l'inclusion financière et la modernisation du secteur agricole. Après cette expérience, il avait également consacré plusieurs années à l'enseignement à HEC Paris, renforçant encore son profil de penseur et de praticien de la finance. Son retour à travers Tessera Capital n'a donc rien d'un simple come back personnel. Il s'inscrit dans une évolution plus large du paysage financier marocain, où le besoin de conseil indépendant, pointu et aligné sur les grandes transitions devient de plus en plus pressant. Dans un contexte de marchés plus complexes, de contraintes réglementaires accrues et de concurrence internationale renforcée, la capacité à structurer des décisions solides et à anticiper les ruptures constitue un avantage stratégique déterminant.

Avec Tessera Capital, Tariq Sijilmassi propose une lecture exigeante et moderne du rôle de la banque d'affaires. Une structure à taille humaine mais à ambition élevée, qui entend accompagner la transformation de l'économie marocaine en apportant méthode, vision et profondeur stratégique. Un retour qui pourrait bien compter parmi les mouvements les plus significatifs de la scène financière nationale de ce début d'année.

Attijariwafa Bank et l'INSEA, un pont direct vers l'emploi

À l'heure où la question de l'employabilité des jeunes diplômés s'impose comme un enjeu central pour l'économie nationale, Attijariwafa Bank et l'Institut national de statistique et d'économie appliquée ont choisi de formaliser une relation déjà ancienne en lui donnant une portée stratégique. La convention liant les deux institutions a ainsi été signée à Casablanca, le 29 décembre 2025, au siège du groupe bancaire, consacrant une convergence de vues autour d'un objectif partagé : rapprocher durablement la formation académique des réalités concrètes de l'entreprise.



Ce partenariat repose sur une logique de continuité et de structuration. Il vise à accompagner les étudiants de l'INSEA tout au long de leur parcours, depuis les premières immersions professionnelles jusqu'à l'intégration dans le monde du travail, en passant par des dispositifs pensés pour faciliter la transition entre l'école et l'entreprise. Stages, alternance, projets menés en conditions réelles, programmes d'intégration pour jeunes diplômés et passerelles vers l'innovation constituent le socle d'une coopération conçue pour produire des profils immédiatement

opérationnels, capables de répondre aux besoins d'un groupe bancaire présent dans plusieurs marchés et confronté à des transformations rapides, notamment sur les plans technologique et organisationnel.

Pour Attijariwafa Bank, l'enjeu dépasse la seule question du recrutement. En s'associant à une institution reconnue pour l'excellence de sa formation en économie, statistique et data, le groupe affirme sa volonté d'investir dans des compétences à forte valeur ajoutée, en phase avec les mutations du secteur financier et les exigences de performance, d'analyse et de gestion des risques. La dimension africaine du groupe confère

par ailleurs à cette démarche une profondeur supplémentaire, en ouvrant aux futurs diplômés des perspectives de carrière à l'échelle du continent.

Du côté de l'INSEA, ce rapprochement s'inscrit dans une stratégie plus large de renforcement des liens avec le tissu économique national. L'Institut cherche à consolider la reconnaissance de ses diplômés, à valoriser l'expertise de ses étudiants auprès des grandes entreprises et à inscrire ses formations dans une dynamique d'excellence connectée aux besoins réels du marché. La coopération avec un acteur de référence comme Attijariwafa Bank permet ainsi de transformer l'exigence académique

en opportunités professionnelles concrètes, tout en nourrissant une réflexion commune sur l'évolution des compétences et des métiers.

Au-delà de la convention elle-même, c'est un modèle de relation entre université et entreprise qui se dessine, fondé sur la co-construction et la responsabilité partagée. En établissant ce pont direct vers l'emploi, Attijariwafa Bank et l'INSEA participent à l'émergence d'un écosystème où la formation, l'innovation et l'intégration professionnelle avancent de concert, au service d'une génération appelée à jouer un rôle clé dans la transformation économique du pays.

Électrification ferroviaire

L'ONCF renforce l'axe vital Kénitra–Marrakech

L'Office national des chemins de fer engage un investissement structurant de plus de 164 millions de dirhams pour consolider l'alimentation électrique de l'un des axes ferroviaires les plus stratégiques du pays. La ligne classique reliant Kénitra à Marrakech, colonne vertébrale du trafic voyageurs et fret du Royaume, entre dans une nouvelle phase de modernisation technique à travers le raccordement de 12 sous stations ferroviaires au réseau haute tension 60 kV de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable.

Derrière ce chantier en apparence technique se joue un enjeu central pour la performance du réseau ferroviaire marocain. La fiabilité de l'alimentation électrique conditionne désormais la régularité du trafic, la capacité d'absorption des flux croissants de voyageurs, la montée en charge des dessertes périurbaines et la sécurisation des circulations sur un corridor qui concentre une part majeure de l'activité économique nationale. De Rabat à Casablanca, de Settat à Marrakech, cette ligne supporte une pression continue qui impose des infrastructures énergétiques dimensionnées pour les besoins actuels et futurs.

Le projet est structuré autour de deux lots techniques distincts, traduisant la diversité des environnements traversés et la complexité des contraintes opérationnelles. Le premier concerne le raccordement aérien de sept sous stations situées notamment dans les provinces de Berrechid et d'El Jadida. Il englobe des sites stratégiques directement liés aux grands projets d'aménagement du territoire, comme le Grand Stade Hassan II de Benslimane, la ville nouvelle de Nouaceur, le nouveau terminal de l'aéroport Mohammed V, la Ville verte de Benguerir, Nazalet Laadem et Koudia El Bayda. Ces zones concentrent des dynamiques urbaines et logistiques appelées à s'intensifier dans les prochaines années.

Les travaux aériens mobiliseront des pylônes métalliques tétrapodes galvanisés ainsi que des poteaux en béton atteignant jusqu'à 20 mètres de hauteur. Les câbles conducteurs en alliage Almélec, associés à des câbles de garde spécifiques, bénéficieront de protections anticorrosion renforcées adaptées aux environnements côtiers et sahariens, où la salinité et les conditions climatiques imposent des standards techniques élevés. Le délai d'exécution, fixé à 12 mois, traduit une volonté de déploiement rapide sans compromettre la robustesse des installations.

Le second lot, nettement plus conséquent sur le plan financier, porte sur le raccordement souterrain de cinq



sous stations situées en milieu urbain dense. Les sites de Zenata et d'Aïn Sebaâ dans le Grand Casablanca, ainsi que les gares de Casa Sud, Sidi Maârouf et la sous station de Settat, nécessitent des interventions lourdes et finement coordonnées. Près de 28 kilomètres de câbles souterrains seront déployés dans certaines zones, avec des liaisons multiples intégrant des câbles de secours pour garantir la continuité de service en cas d'incident.

Les infrastructures souterraines utiliseront des câbles de puissance de 72,5 kilovolts capables de transiter jusqu'à 50 mégavoltampères, posés dans des fourreaux enrobés de béton. Les travaux impliqueront l'excavation de plus de 23 kilomètres de tranchées, la construction de chambres de jonction de grande superficie et l'installation de portiques aéro souterrains équipés de

sectionneurs et de parafoudres haute tension. La complexité du milieu urbain, la densité des réseaux existants et les contraintes de circulation expliquent un délai d'exécution porté à 14 mois.

Au-delà des chiffres, ce chantier illustre l'évolution du modèle ferroviaire marocain vers une approche intégrée où l'énergie devient un levier stratégique à part entière. La dualité des solutions techniques, aériennes en zones périurbaines et souterraines dans les centres urbains, permet d'optimiser les coûts tout en réduisant l'impact visuel et en renforçant la sécurité des installations. Elle traduit aussi une montée en maturité de l'ingénierie ferroviaire nationale, capable de gérer des projets complexes dans des environnements contrastés. L'opération comprend également la dépose minutieuse de tronçons de lignes existantes, avec un traitement différen-

cié des équipements récupérables et des ouvrages à démanteler. Les éléments métalliques seront réaffectés vers les parcs de l'ONEE à Casablanca, tandis que certains massifs en béton seront neutralisés sur place selon des normes strictes de sécurité et d'intégration environnementale.

En consolidant l'alimentation électrique de l'axe Kénitra–Marrakech, l'ONCF sécurise bien plus qu'un simple corridor ferroviaire. Il prépare le réseau à absorber les effets combinés de l'urbanisation rapide, de l'augmentation continue de la demande de mobilité et de l'interconnexion croissante entre les grands pôles économiques du pays. Cet investissement s'inscrit dans une trajectoire de modernisation de long terme, où le rail marocain affirme progressivement son statut de pilier du transport durable en Afrique et dans l'espace méditerranéen.

À travers ce projet, le Royaume confirme une orientation stratégique claire. Le ferroviaire n'est plus seulement un outil de transport, mais une infrastructure de souveraineté économique, énergétique et territoriale, appelée à jouer un rôle central dans la compétitivité nationale au cours des prochaines décennies.

L'Office des changes relève les plafonds des dotations en 2026

Une réforme structurante pour accompagner la mobilité et l'investissement

Depuis le 1er janvier 2026, le Maroc applique une nouvelle version de l'Instruction générale des opérations de change (IGOC), marquée par une révision à la hausse de plusieurs plafonds de dotations. Rendue publique par l'Office des changes, cette réforme s'inscrit dans la vision stratégique 2025-2029 visant à moderniser, clarifier et assouplir le cadre réglementaire des opérations financières avec l'étranger.



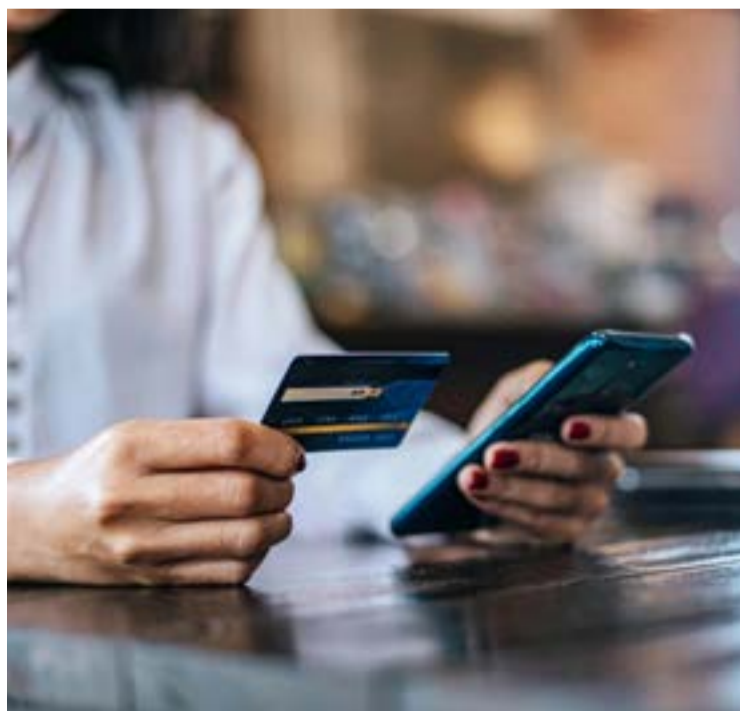
Dans ce contexte, l'Office des changes revalorise la dotation annuelle pour les voyages personnels à l'étranger, désormais fixée à 500.000 dirhams par année civile. Cette enveloppe comprend une dotation de base de 100.000 dirhams et une dotation complémentaire de 400.000 dirhams, calculée sur la base de 30 % de l'impôt sur le revenu acquitté. Cette mesure répond à l'évolution des besoins des ménages marocains en matière de mobilité internationale. L'Office des changes relève le plafond

mensuel de transfert pour les frais de séjour liés aux études à l'étranger, qui passe de 12.000 à 15.000 dirhams. Cette disposition vise à mieux accompagner les familles marocaines confrontées à l'augmentation du coût de la vie dans plusieurs pays d'accueil. S'agissant des voyages d'affaires, la réforme introduit un relèvement significatif des plafonds. Les entités ne disposant pas de comptes en devises ou en dirhams convertibles bénéficient désormais d'un plafond de 1.000.000 de dirhams, contre 500.000 auparavant, sur la base de 100 % de l'impôt payé. Les opérateurs catégorisés voient, quant à

leur plafond porté à 1.500.000 de dirhams. L'Office des changes renforce les facilités accordées au commerce électronique et à l'écosystème des start-ups. Les entreprises labellisées par l'Agence de développement du digital peuvent désormais mobiliser une dotation de 2 millions de dirhams, contre 1 million auparavant. Parallèlement, le plafond autorisé pour les personnes physiques marocaines, y compris les Marocains résidant à l'étranger, progresse également de 15.000 à 20.000 dirhams. La nouvelle IGOC autorise les étrangers résidant au Maroc à transférer les reve-

nus issus de leurs investissements, sans justificatif de financement en devises, dans la limite de 2 millions de dirhams par an pour les investissements détenus depuis plus de dix ans. Enfin, les titulaires de marchés à l'étranger peuvent aussi alimenter leurs comptes en devises dans la limite de 15 % du montant total du marché rapatrié. À travers ces ajustements, élaborés en concertation avec les acteurs professionnels et institutionnels, le Maroc consolide un cadre de change plus souple, conçu pour soutenir l'investissement, l'innovation et l'intégration économique internationale.

BAM franchit un cap dans la digitalisation de ses achats avec le module « Execution »



Bank Al-Maghrib (BAM) poursuit sa stratégie de modernisation institutionnelle en officialisant, ce lundi 5 janvier 2026, la mise en service du module « Execution » sur son portail Achats. Cette nouvelle étape s'inscrit dans une dynamique globale visant à optimiser la gestion des marchés publics et à renforcer la gouvernance des processus d'acquisition au sein de la Banque Centrale. Cette solution technologique a pour vocation première de structurer et de sécuriser la phase d'exécution des marchés, couvrant l'intégralité du cycle depuis la notification du contrat jusqu'au suivi opérationnel des engagements. L'implémentation de ce module répond à une nécessité de fiabiliser les données et d'améliorer la coordination entre les différents acteurs impliqués dans la chaîne de la dépense, garantissant ainsi une meilleure fluidité des opérations.

Au-delà de l'aspect purement opérationnel, ce déploiement marque une avancée significative dans la dématérialisation de la commande publique. En centralisant l'ensemble des informations relatives à l'exécution des contrats sur une interface unique, BAM entend réduire les risques d'erreurs administratives tout en renforçant ses mécanismes de contrôle interne. Cette digitalisation accrue offre aux gestionnaires une traçabilité optimale des flux d'information et des actions entreprises. L'initiative s'aligne également sur les standards de conformité et de transparence les plus rigoureux. Le portail dote désormais les utilisateurs d'outils de pilotage et de reporting performants, favorisant une maîtrise plus fine des délais, des coûts et de la qualité des prestations fournies. À travers cette mise à jour stratégique, Bank Al-Maghrib confirme sa volonté d'adopter des pratiques de gestion agiles et transparentes, adaptées aux enjeux contemporains de la performance publique.

Maghrebna Innov Challenge 2026

Epson Maroc partenaire de la 5e édition

L'écosystème entrepreneurial marocain se renforce avec une nouvelle alliance stratégique. Epson Maroc a officialisé sa collaboration avec Dialna Maroc et Maghrebna Innovation pour le lancement de la 5e édition du Maghrebna Innov Challenge, une initiative panafricaine dédiée à l'innovation et aux industries culturelles et créatives (ICC).



La cérémonie de signature, qui s'est déroulée ce mardi dans les locaux d'Epson à Casablanca, marque une étape importante dans la synergie entre acteurs privés et plateformes d'innovation. Ce partenariat vise à soutenir les nouvelles technologies, la valorisation des talents et l'entrepreneuriat créatif.

Une édition ancrée dans l'innovation territoriale et panafricaine

Placée sous le signe de l'ouverture sur le Maroc 2030, cette cinquième édition confirme la vocation du programme à connecter créativité et développement durable. Le Maghrebna Innov Chal-

lenge mettra particulièrement l'accent sur la valorisation des talents émergents, la création de valeur pour les territoires à travers des solutions innovantes et la promotion d'outils technologiques au service de la créativité « Made in Morocco ». Le programme s'attachera également à favoriser la transmission et l'interconnexion des savoirs, tout en accompagnant des projets à impact portés par la jeunesse marocaine et africaine.

Un partenariat pour utiliser la jeunesse créative

Ce rapprochement stratégique repose sur une vision commune du potentiel de la jeunesse. Salma Bensaïd, fondatrice de Dialna Maroc et de Maghrebna

Innovation, rappelle que leur mission depuis 2020 est d'offrir un écosystème propice à l'émergence de projets. Elle souligne que ce partenariat permettra d'offrir aux jeunes les outils, la visibilité et la confiance nécessaires pour innover et créer un impact concret au sein des territoires et entre les régions africaines.

De son côté, Epson Maroc entend jouer un rôle clé en facilitant l'accès aux technologies. Ilias Azzaoui, Directeur Général Epson Afrique Francophone, explique que l'entreprise souhaite contribuer à un écosystème où les jeunes peuvent imaginer et agir pour un avenir responsable. Pour ce faire, Epson accompagnera cette édition en mettant à disposition des solutions d'impression et de projection adap-

tées aux besoins spécifiques des participants, considérant la technologie comme un levier essentiel pour l'entrepreneuriat.

Renforcement du rôle de catalyseur et lancement en février

À travers ce nouveau partenariat signé le 6 janvier 2026, le Maghrebna Innov Challenge poursuit l'élargissement de son réseau et consolide son statut de catalyseur entre jeunes créateurs, entrepreneurs, institutions et partenaires privés. Cette dynamique d'innovation durable, responsable et inclusive prendra son véritable envol avec le lancement officiel du programme prévu pour février 2026.



Perspectives 2026

Le Maroc confirme sa dynamique de croissance portée par l'investissement et les services

L'écosystème entrepreneurial marocain se renforce avec une nouvelle alliance stratégique. Epson Maroc a officialisé sa collaboration avec Dialna Maroc et Maghrebna Innovation pour le lancement de la 5e édition du Maghrebna Innov Challenge, une initiative panafricaine dédiée à l'innovation et aux industries culturelles et créatives (ICC).

L'économie marocaine s'installe dans une trajectoire de reprise solide. Selon le dernier rapport Global Focus de la banque internationale Standard Chartered, le Royaume devrait enregistrer une croissance de 4,5 % en 2026, consolidant ainsi les performances supérieures aux attentes de l'année 2025, estimées à 4,8 %. Ces taux marquent les niveaux les plus élevés observés depuis la pandémie, signalant une résilience accrue des fondamentaux économiques nationaux.

Une croissance tirée par les secteurs non-agricoles et l'effet « Mondial 2030 »

Cette dynamique positive ne repose plus uniquement sur la volatilité de la pluviométrie. Les analystes de Standard Chartered soulignent la vigueur des secteurs non agricoles, en particulier l'industrie et les services, qui agissent désormais comme de véritables moteurs de l'activité. L'accélération des investissements publics et privés joue également un rôle central. La préparation de la Coupe du Monde 2030 catalyse les grands projets d'infrastructure, soutenant massivement la demande intérieure. Parallèlement, la consommation des ménages bénéficie du processus de désinflation en cours, tandis que les recettes touristiques et les transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE) demeurent robustes, agissant comme des amortisseurs pour la demande globale.

Vers une transition monétaire et budgétaire

Sur le plan macroéconomique, le rapport met en lumière la discipline des autorités marocaines. Le gouvernement maintient son cap de consolidation budgétaire, visant un déficit réduit à 3,0 % en 2026.

Du côté de la politique monétaire, Bank Al-Maghrib devrait maintenir son taux directeur à 2,0 %. L'institution prépare activement la transition vers un régime de ciblage de l'inflation à l'horizon 2027, une stratégie qui offrira une plus grande flexibilité au dirham et renforcera la crédibilité du cadre macroéconomique du Royaume aux yeux des investisseurs internationaux.

Le défi hydrique persiste

Malgré ces indicateurs au vert, l'économie marocaine doit composer avec une contrainte structurelle majeure : le stress hydrique. Ce phénomène continue de peser sur la reprise du secteur agricole et pourrait creuser le déficit du compte courant à 2,5 % du PIB. Toutefois, Standard Chartered estime que les fondamentaux de l'économie restent solides face à ces vents contraires.

Dans un contexte mondial où la croissance devrait se maintenir autour de 3,4 % en 2026, les perspectives du Maroc restent étroitement corrélées à la demande extérieure et à l'appétit des investisseurs pour les marchés émergents.

Le secteur de l'élevage se renforce

5,2 MMDH déjà décaissés pour sécuriser la filière

Reconstitution du Cheptel : L'opération d'identification s'est achevée le 31 décembre 2025. Près de 5,2 MMDH d'aide directe versés à 1,1 million d'éleveurs. Le programme concrétise les Hautes Instructions Royales pour le soutien de la filière agricole.



Le Ministère de l'Agriculture annonce la clôture réussie de l'opération d'identification du cheptel national fin 2025, matérialisant le versement de près de 5,2 milliards de dirhams (MMDH) d'aide directe à 1,1 million d'éleveurs pour soutenir la filière et préserver les têtes. Cette initiative majeure répond directement aux Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, visant à stabiliser et à renforcer l'activité agricole.

Le programme de reconstitution du cheptel national a atteint un jalon essentiel. L'opération d'identification s'est officiellement achevée le 31 décembre 2025, selon les informations diffusées par le ministère de tutelle.

Un Soutien Financier Massif

L'engagement financier de l'État est significatif. Une enveloppe initiale de 5,5 MMDH a été mobilisée pour cette première tranche du programme. À ce jour, un montant impressionnant de près de 5,2 MMDH a déjà

été distribué aux professionnels du secteur. Ce chiffre colossal témoigne de l'ampleur de l'effort national déployé pour soutenir les éleveurs.

Concrètement, l'aide financière directe a bénéficié à près de 1,1 million d'éleveurs à travers le pays. Les fonds ont été transférés soit par virement bancaire, soit par mandat, respectant rigoureusement les procédures établies.

L'identification a servi de pierre angulaire à cette distribution. Elle a porté sur un total de 32,3 millions de têtes de bétail. Cette démarche exhaustive a permis de créer une base de données précise et fiable. Cette base de données constitue désormais la référence unique pour l'identification formelle des bénéficiaires de cette aide vitale.

Base de données fiable

Ce déploiement d'aide s'inscrit dans un contexte particulièrement porteur. La situation climatique actuelle est en effet très favorable. Le ministère a souligné que

d'importantes précipitations et des chutes de neige massives ont marqué les zones montagneuses.

Climat porteur essentiel

Cette manne hydrique laisse présager une nette amélioration de la production fourragère nationale. Telle une bouffée d'oxygène pour la filière, cette amélioration est susceptible de soutenir et de renforcer activement les efforts de reconstitution du cheptel en cours. Néanmoins, le travail de suivi et de régularisation continue. Les services compétents maintiendront leurs activités durant tout le mois de janvier. Ils assurent la réception et le traitement minutieux des réclamations soumises par les éleveurs. Ces réclamations concernent spécifiquement les professionnels recensés n'ayant pas encore bénéficié de l'identification effective de leur cheptel. Ce processus se déroule en étroite coordination avec toutes les parties prenantes, selon les procédures en vigueur, conclut le ministère.

Tabac dans les lieux publics

Une loi ignorée, une société exposée

Depuis trois décennies, le Maroc dispose d'un cadre juridique clair interdisant de fumer dans les lieux publics. Cafés, restaurants, administrations, transports collectifs sont explicitement concernés. Les sanctions existent, les responsabilités sont établies et pourtant, dans la vie quotidienne, cette interdiction relève davantage de la fiction juridique que de la règle appliquée.

Par Driss El Filali



La question n'est plus celle de l'existence de la loi, mais de son abandon silencieux. Le tabagisme dans les lieux publics s'est installé comme une norme tolérée, au point que l'interdiction elle-même est devenue méconnue, y compris par ceux qui devraient la faire respecter. Cette situation crée une anomalie majeure de santé publique, rarement abordée frontalement.

Le débat sur le tabac est souvent réduit à une opposition simpliste entre fumeurs et non-fumeurs. En réalité, l'enjeu central est ailleurs. Il concerne le tabagisme passif, c'est-à-dire l'exposition forcée de populations qui n'ont rien choisi. Enfants, nourrissons, femmes enceintes, employés du secteur de la restauration ou des cafés sont quotidiennement soumis à une fumée dont les effets sanitaires sont pourtant parfaitement documentés.

La récente augmentation des prix du tabac, entrée en vigueur au 1er janvier, s'inscrit dans une logique reconnue à l'échelle internationale. Selon les données de l'Organisation mondiale de la santé, la hausse des prix est l'un des leviers les plus efficaces pour réduire la consommation de cigarettes. Mais cette stratégie agit sur le long terme. Elle modifie

progressivement les comportements, sans offrir de réponse immédiate à l'exposition actuelle des non-fumeurs.

Or la protection sanitaire ne peut être différée indéfiniment. Entre la logique fiscale et la réalité quotidienne, un vide persiste. Ce vide est d'autant plus frappant que l'État sait faire respecter l'interdiction lorsqu'il le décide. Dans les avions, dans les aéroports ou dans certains espaces institutionnels, la règle est appliquée sans discussion. Ce contraste interroge. Pourquoi cette fermeté s'arrête-t-elle aux portes des cafés et des restaurants ?

La loi est pourtant explicite sur la responsabilité des exploitants. Les gérants sont légalement tenus de faire respecter l'interdiction de fumer dans leurs établissements. Mais en l'absence de contrôles réguliers et visibles, cette responsabilité reste théorique. Le défaut d'application crée un sentiment d'impunité, qui finit par transformer l'exception en habitude. Une nouvelle proposition de loi prévoit un durcissement des sanctions, avec des amendes nettement plus élevées, notamment en cas de récidive ou d'incitation de mineurs. Cette initiative pose toutefois une question préalable essentielle. À quoi sert de renforcer un arsenal juridique si le cadre existant

n'est pas appliqué ?

Le tabagisme est aussi un révélateur social. À l'échelle mondiale, il touche davantage les populations les plus modestes. La cigarette demeure, pour certains, un exutoire face au stress, à la précarité ou à des conditions de travail éprouvantes. Cette dimension sociale explique en partie la réticence politique à une application stricte de la loi. Faire respecter l'interdiction, c'est aussi accepter de provoquer des tensions, voire des résistances.

Mais renoncer à agir revient à faire un autre choix. Celui de laisser perdurer une exposition sanitaire injuste, qui frappe d'abord les plus vulnérables. La question n'est donc pas morale, encore moins idéologique. Elle est politique et sanitaire.

Appliquer la loi sur le tabac dans les lieux publics ne signifie pas stigmatiser les fumeurs. Cela signifie rappeler un principe fondamental : l'espace public n'est pas un espace de nuisance par défaut. La liberté individuelle ne peut justifier l'atteinte à la santé d'autrui.

Trente ans après l'adoption de la loi, le débat n'est plus juridique. Il est celui du courage politique, de la cohérence de l'action publique et de la place réelle accordée à la santé des citoyens.

Coupe du Monde 2030 et effet d'éviction

L'investissement privé sera-t-il pénalisé au Maroc ?

Entretien avec Houda Zouirchi, Professeure à HEC Rabat Business School affiliée au Centre de recherche en Sciences de l'Économie et de Gestion CReSC

Les préparatifs du Maroc pour la Coupe du Monde 2030 impliquent des engagements publics massifs, suscitant une interrogation majeure sur leurs répercussions macroéconomiques à long terme. Nous avons sollicité l'expertise de Dr. Houda Zouirchi, Professeure à HEC Rabat Business School, pour décrypter le risque d'effet d'éviction, qui se manifeste lorsque le financement public entre en concurrence avec le secteur privé sur le marché des capitaux. L'experte souligne que ce risque n'est ni automatique ni systé-

matique, mais que le Maroc doit veiller à préserver la stabilité macroéconomique et des conditions de financement favorables, un choc d'investissement mal séquencé pouvant accentuer les contraintes pesant sur le secteur privé. En définitive, la Coupe du Monde représente à la fois une menace et une opportunité, l'équilibre entre ambition et soutenabilité étant l'enjeu principal pour garantir que ces investissements soient un catalyseur de transformation économique plutôt qu'un fardeau.

- La Vérité : Le Maroc s'apprête à engager d'importants investissements publics dans le cadre de la Coupe du Monde 2030. Peut-on parler d'un risque d'éviction de l'investissement privé ?

- Dr. Zouirchi : Oui, le risque existe, mais il n'est ni automatique ni systématique. L'effet d'éviction apparaît lorsque l'investissement public mobilise une part importante des ressources financières disponibles au détriment du secteur privé. Dans un contexte où l'État accroît fortement ses besoins de financement, cela peut exercer une pression sur les taux d'intérêt et restreindre l'accès au crédit pour les entreprises, en particulier les PME. Tout dépendra donc de la manière dont ces investissements seront financés et coordonnés.

- Concrètement, comment l'investissement public peut-il évincer l'investissement privé ?

- Le mécanisme est relativement clair sur le plan macroéconomique. Lorsque l'État finance ses grands projets par un recours accru à l'endettement, il entre en concurrence directe avec le secteur privé sur le marché des capitaux. Cela peut entraîner une hausse des taux d'intérêt ou une réorientation du crédit bancaire vers les projets publics, jugés moins risqués. Résultat : certaines entreprises privées voient leurs projets retardés, redimensionnés ou abandonnés faute de financement.

- Le contexte marocain est-il particulièrement propice à ce risque ?

- Le Maroc présente une situation intermédiaire. D'un côté, le pays dispose d'un système bancaire relativement solide et d'une expérience dans le financement de grands projets d'infrastructures. De l'autre, l'investissement privé reste structurellement fragile et très sensible aux conditions de financement.



Dans ce contexte, un choc d'investissement public massif, mal séquencé ou mal ciblé, pourrait effectivement accentuer les contraintes pesant sur le secteur privé.

- Peut-on néanmoins considérer ces investissements comme bénéfiques à long terme pour le secteur privé ?

- Absolument, à condition qu'ils soient productifs. Lorsque l'investissement public améliore les infrastructures, la logistique, les transports ou l'attractivité territoriale, il peut au contraire stimuler l'investissement privé. On parle alors d'effet d'entraînement plutôt que d'éviction. La Coupe du Monde 2030 peut devenir un levier de compétitivité si les projets sont pensés dans une logique économique durable et non comme une dépense événementielle ponctuelle.

- Le recours aux partenariats public-

privé peut-il limiter l'effet d'éviction ?

- Les PPP constituent effectivement un outil central pour réduire la pression sur les finances publiques et limiter l'effet d'éviction. En associant le secteur privé au financement, à la construction et parfois à la gestion des infrastructures, l'État partage le risque et mobilise des ressources complémentaires. Toutefois, ces partenariats doivent être bien encadrés pour éviter les dérives budgétaires et garantir une répartition équilibrée des risques.

- Quel rôle joue la politique monétaire dans ce contexte ?

- La coordination entre politique budgétaire et politique monétaire est essentielle. Si l'investissement public massif s'accompagne de tensions inflationnistes ou de déséquilibres macroéconomiques, la banque centrale peut être amenée à maintenir une politique monétaire restrictive, ce qui renforce le

risque d'éviction. À l'inverse, une trajectoire budgétaire crédible et maîtrisée permet de préserver des conditions de financement favorables au secteur privé.

- Quels secteurs privés risquent d'être les plus touchés ?

- Les secteurs les plus vulnérables sont généralement ceux qui dépendent fortement du crédit bancaire : les PME industrielles, le BTP hors grands projets publics, certaines activités de services et les entreprises innovantes. À l'inverse, les entreprises directement intégrées aux projets liés à la Coupe du Monde peuvent bénéficier d'un effet positif à court terme.

- En résumé, la Coupe du Monde 2030 est-elle une menace ou une opportunité pour l'investissement privé marocain ?

- Elle peut être les deux. Si l'investissement public est excessif, mal ciblé ou mal financé, il risque de fragiliser l'investissement privé et de peser sur la croissance future. En revanche, s'il est sélectif, productif et accompagné de réformes structurelles la Coupe du Monde 2030 peut devenir un catalyseur de l'investissement privé et de la transformation économique du Maroc.

- Quel serait, selon vous, le principal enjeu macroéconomique à surveiller dans les prochaines années ?

- Le principal enjeu sera l'équilibre entre ambition et soutenabilité. Le Maroc devra démontrer qu'il est capable de financer un événement mondial d'envergure tout en préservant la stabilité macroéconomique, la confiance des investisseurs et la dynamique de l'investissement privé. C'est à ce prix que la Coupe du Monde 2030 laissera un héritage économique positif.

27 000 élèves ruraux à Béni Mellal inclus par le sport !

L'INDH et Tibu Africa accélèrent le développement durable

Béni Mellal: Vingt-sept mille élèves ruraux inclus par le sport via "Génération Sportive". L'INDH et Tibu Africa pilotent ce chantier stratégique, levier d'éducation et d'essor territorial, ciblant les disparités spatiales. Cinquante-trois emplois directs créés pour les jeunes, faisant du sport un moteur de développement humain durable.



Le programme "Génération Sportive" a été lancé à Béni Mellal, marquant une étape clé pour l'inclusion et l'essor territorial par la pratique sportive en milieu rural. Cette initiative ambitieuse, pilotée par Tibu Africa et l'INDH, vise à réduire les disparités spatiales, transformant l'école publique en un moteur de développement humain durable.

Le lancement du programme "Génération Sportive" a eu lieu le mardi 6 janvier 2026 à Béni Mellal. La cérémonie s'est déroulée à l'école Al Nour, dans la Commune territoriale Foum Oudi, sous la présidence du Wali de la région Béni Mellal-Khénifra, Mohamed Benribag. Cette action stratégique fait du sport un pilier essentiel de l'éducation et de l'employabilité. Elle cible spécifiquement les établissements scolaires des zones rurales et montagneuses. Le projet s'inscrit directement dans la mise en œuvre des orientations royales visant à réduire les disparités spatiales et à promouvoir le monde rural.

Portée et partenariat

L'envergure du projet est significative, agissant comme un véritable catalyseur social. Il couvre plus de 17 communes territoriales au sein de la province. L'objectif principal cible environ 27 000 élèves. Ces bénéficiaires poursuivent leurs études dans 54 écoles

primaires publiques.

Ce chantier multi-acteurs concrétise un engagement collectif en faveur de l'équité territoriale. Il est piloté conjointement par l'ONG Tibu Africa et l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH). De solides partenariats ont été établis avec des groupes économiques majeurs. Il s'agit notamment de Cosumar et CIMAT (Ciments de l'Atlas). De plus, la direction provinciale du Ministère de l'Éducation Nationale apporte son appui institutionnel indispensable.

Moteur d'emploi local

Le programme est également conçu comme un vecteur puissant d'emploi local. En effet, l'initiative a permis la création de 53 postes directs. Ces emplois sont destinés à des animateurs spécialisés en "Sport et Santé". Ces professionnels ont été formés spécifiquement par l'ONG Tibu Africa pour assurer la qualité de l'encadrement.

Opérationnellement, l'action repose sur une approche de proximité rigoureuse. Les éducateurs sportifs assurent l'animation quotidienne de séances au sein des structures scolaires. Ils travaillent en coordination étroite avec les corps administratifs et pédagogiques. Ces activités vont au-delà de la simple pratique physique. Elles incluent des ateliers de sen-

sibilisation à l'hygiène de vie. Ces enseignements sont inspirés par les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD).

Vision stratégique

Les responsables confirment l'alignement du programme avec la philosophie cardinale de l'INDH. Abderrahman Jaber, Chef de la Division de l'Action Sociale (DAS) à la Wilaya, a affirmé que "Génération Sportive" constitue un levier effectif pour réduire les inégalités. Il consolide les bases d'un développement humain durable en renforçant la place du sport à l'école publique.

Pour sa part, le Président fondateur de Tibu Africa, Mohamed Amine Zariat, a déclaré que cette initiative ambitieuse doit devenir un espace d'acquisition de compétences de vie essentielles. L'objectif est de former une génération confiante, en bonne santé, qui sera actrice du progrès de ses territoires. Les acteurs économiques partenaires saluent également la pertinence stratégique de cette démarche. Ils ont mis en exergue le rôle du sport comme mécanisme efficace d'inclusion sociale et professionnelle pour la jeunesse rurale. En définitive, ce partenariat favorise l'ancrage d'une culture sportive citoyenne bénéfique à l'ensemble des communautés locales.



CAN 2025

La marge se réduit

Par Driss El Filali

A partir des quarts de finale, la CAN change de nature. Le jeu se resserre, les espaces disparaissent et les équipes ne cherchent plus à convaincre, mais à tenir. Les phases de possession se raccourcissent, les fautes tactiques se multiplient et les bancs deviennent aussi importants que les titulaires. Ce n'est plus un tournoi de démonstration, mais un tournoi de contrôle. Ceux qui restent en course ne sont pas nécessairement les plus brillants, mais ceux qui ont su éviter les erreurs grossières, limiter les temps de déséquilibre et accepter des séquences entières sans initiative.

Maroc-Cameroun : imposer son rythme ou subir celui de l'autre

Le Maroc aborde ce quart avec une structure claire et une attente immense. L'équipe sait où elle va quand elle a le

ballon, mais le vrai test arrive quand elle le perd. Le Cameroun ne cherche pas à confisquer le jeu. Il cherche à le casser. Accélération soudaine, ballons directs, duels répétés, fautes intelligentes pour hacher le tempo. Ce match ne se gagnera pas sur une séquence brillante, mais sur la capacité du Maroc à rester fidèle à son plan sans s'énerver. Le danger n'est pas technique. Il est mental. Forcer une passe, précipiter un centre, sortir de son couloir pour régler seul un problème collectif. Si le Maroc reste patient, il prend l'ascendant. S'il se laisse entraîner dans un match d'impact, il entre dans un terrain familier au Cameroun.

Algérie-Nigeria : tenir la ligne

Ce quart oppose deux équipes qui avancent sans avoir encore été réellement déstabilisées. L'Algérie s'appuie sur une organisation lisible, avec des

lignes rapprochées et une capacité à fermer l'axe. Le Nigeria, lui, vit de ses ruptures. Peu de passes, beaucoup de projection, une intensité qui oblige l'adversaire à défendre en reculant. Le match se jouera sur un point précis. La capacité de l'Algérie à rester compacte quand le Nigeria accélère, et la capacité du Nigeria à ne pas se désunir s'il ne marque pas vite. C'est un duel où le premier qui allonge ses lignes se met en danger. Pas un choc spectaculaire. Un bras de fer tactique.

Côte d'Ivoire-Égypte : jouer sans se découvrir

Championne en titre, la Côte d'Ivoire a montré qu'elle savait gérer les temps forts. Elle n'a pas encore montré comment elle gère la frustration. Face à l'Égypte, ce sera central. Les Égyptiens ne cherchent pas à séduire. Ils attendent l'erreur, souvent dans la relance, parfois sur coup de pied ar-

rêté. Plus la Côte d'Ivoire attaquera haut, plus elle devra accepter le risque derrière. Ce quart est une question de mesure. Trop de prudence, et l'équipe se neutralise. Trop d'ambition, et elle s'expose. L'Égypte vit précisément dans cet entre-deux. Elle y est à l'aise depuis des années.

Mali-Sénégal : durer

C'est peut-être le quart le plus trompeur. Le Sénégal paraît supérieur, plus complet, plus armé offensivement. Le Mali, lui, a construit son parcours sur la résistance. Peu de déchets, peu d'espaces concédés, beaucoup de duels gagnés au milieu. Le Sénégal devra accepter que le match ne se débloque pas vite. S'il s'impatiente, s'il commence à multiplier les ballons forcés, il offre exactement ce que le Mali attend. Ce quart ne se gagne pas en dominant. Il se gagne en restant solide plus longtemps que l'autre.

CAN 2025

L'Afrique se raconte aussi dans les tribunes

Il s'appelait Michel Nkuka Mboladinga. Dans les tribunes, beaucoup l'ont appelé "Lumumba". Pendant les matchs de la République démocratique du Congo, il est resté debout, bras levé, immobile, pendant 438 minutes cumulées depuis le début du tournoi. Une posture volontaire, inspirée de la figure historique congolaise. Le geste n'avait rien de spectaculaire. Il était silencieux, tendu, assumé. Jusqu'à l'élimination de la RDC, lorsque le corps a cédé. Assis pour la première fois, lunettes retirées, larmes visibles. L'image a marqué cette CAN.

Par Kenza El Mdaghri



Ce moment dit beaucoup de cette édition marocaine. Le supporter ne se limite pas à l'encouragement. Il devient porteur de sens. La tribune n'est plus seulement un espace sonore ou festif. Elle se transforme en lieu d'expression, parfois chargé de mémoire, parfois politique, toujours profondément émotionnel.

Les tribunes comme carrefour culturel africain

Dans les stades marocains, les tribunes ont pris une dimension culturelle manifeste. Les chants circulent d'un virage à l'autre, les rythmes varient selon les sélections, les langues se croisent, les danses surgissent sans signal. Les drapeaux ne sont plus de simples accessoires mais des marqueurs identitaires portés sur le corps. Cette CAN donne à voir une Afrique en mouvement, sans médiation ni dis-

cours. Les supporters venus d'horizons différents partagent les mêmes gradins, se répondent par les chants, se reconnaissent par les gestes. Le stade devient un espace de circulation culturelle où l'émotion sportive se mêle à l'histoire, à la mémoire et à l'identité.

Rabat, le patrimoine inscrit dans le temps de la CAN

À Rabat, capitale du Royaume et ville inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, la CAN a été intégrée à un calendrier culturel structuré. Sous l'impulsion de la Fondation pour la Sauvegarde du Patrimoine Culturel de Rabat, présidée par Princesse Lalla Hasnaa, un programme spécifique a été déployé pendant la compétition. Entre la fin décembre et la mi-janvier, des visites guidées gratuites chaque week-end ont été organisées dans huit sites classés, parmi lesquels la Kasbah des Oudayas, Chellah, la tour Hassan,

la médina historique ou encore le site de Hassan. Ces parcours sont assurés par de jeunes médiateurs formés à la transmission patrimoniale, avec une organisation précise et des créneaux accessibles aux visiteurs marocains et étrangers.

Dans le même esprit, une exposition immersive consacrée au patrimoine africain accompagne la CAN. Elle traverse les périodes, de la préhistoire à l'époque contemporaine, mobilise images, archives sonores et dispositifs interactifs, et s'inscrit dans la vocation de Rabat comme capitale culturelle et africaine. Le football devient ici un levier de découverte, non une fin en soi. Le programme inclut également un podcast intergénérationnel consacré à la mémoire du football marocain, mettant en dialogue de jeunes participants avec Redouane Guezzar, figure de l'équipe nationale sacrée lors de la CAN 1976. Un rappel symbolique qui relie l'histoire sportive du Maroc à l'Afrique

contemporaine.

Gastronomie, la CAN à hauteur de table

La CAN s'est aussi installée dans les habitudes alimentaires. Les soirs de match, restaurants, cantines et cafés deviennent des lieux de prolongement naturel de la compétition. Des cuisines africaines longtemps cantonnées à des cercles communautaires gagnent en visibilité et en fréquentation.

Thiéboudienne sénégalais, attiéké ivoirien, jollof rice nigérian, couscous africain revisité circulent sur les tables et dans les conversations. Les plats sont demandés, expliqués, comparés. Les clients découvrent les épices, les modes de préparation, les gestes transmis. Pour de nombreux restaurateurs, la CAN a entraîné une hausse notable de la fréquentation les jours de match et une curiosité nouvelle, durable, au-delà de l'événement.

La gastronomie devient ainsi un espace de rencontre immédiat, accessible, où le football sert de déclencheur à la découverte culturelle et à la reconnaissance de savoir-faire portés en grande partie par des femmes.

Casablanca, Marrakech et Tanger, la ville comme prolongement du stade

Si Rabat structure le versant patrimonial, Casablanca, Marrakech et Tanger concentrent le brassage urbain. Dans les hôtels, les taxis, les terrasses et les cafés, les discussions circulent entre football, parcours personnels, musique et politique. C'est à Casablanca que Michel Nkuka Mboladinga s'est exprimé après son geste, loin du stade, dans un espace ordinaire, épuisé par l'exposition soudaine. Le symbole quitte alors la tribune pour entrer dans la ville.

À Marrakech, la CAN s'insère naturellement dans le rythme des places et des cafés, où les supporters se mêlent sans distinction. À Tanger, carrefour méditerranéen et africain, la compétition capte des flux multiples et transforme les lieux de passage en espaces d'échange continus. Là aussi, le football déborde du stade pour s'inscrire dans le quotidien urbain.